

QUATRE PICS DE CONSOMMATION EN CINQ SEMAINES

Le système électrique national résiste

Quatre pics de consommation record en cinq semaines, un accident technique ayant plongé seize wilayas dans le noir, et pourtant, aucune rupture durable d'approvisionnement. Cet été 2026, marqué par une chaleur exceptionnelle, a constitué un test grandeur nature pour le système électrique national. Un test réussi, selon les autorités, qui reconnaissent toutefois l'urgence de repenser le modèle de consommation énergétique du pays. P 3



JOURNÉE DU MOUDJAHID Le message du Président Tebboune à la nation

À l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, qui commémore le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois du 20 août 1955 et du Congrès de la Soummam du 20 août 1956, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rendu hommage aux martyrs et aux moudjahidine de la Révolution de libération nationale, tout en appelant les générations actuelles à s'inspirer de leur engagement pour poursuivre l'édification de l'Algérie.

P 16

MOBILISATION DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Les premières actions engagées dans les wilayas

Les orientations arrêtées par le gouvernement pour accélérer la mobilisation du foncier économique et lever les contraintes qui continuent d'entraver certains projets d'investissement commencent à se traduire par des actions concrètes au niveau local. Au lendemain de la réunion du Premier ministre avec les walis, plusieurs wilayas ont engagé des opérations d'inventaire, d'assainissement et d'évaluation des disponibilités foncières destinées à l'investissement.

P 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER

L'ADC rassure sur le fonctionnement normal de ses stations

L'Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a rassuré l'opinion publique quant au fonctionnement normal de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka 1, démentant ainsi les informations faisant état de perturbations au niveau de cette installation.

P 2

TRANSPORT MARITIME DE MARCHANDISES
CNAN EL DJAZAIR programme une desserte régulière vers l'Afrique de l'Ouest P 2

FESTIVAL INTERNATIONAL DU TOURISME SAHARIEN
Une vitrine pour la destination Algérie P 2

SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ
Recrutement de 684 agents contractuels à temps plein P 4

DESSALEMENT D'EAU
DE MER

L'ADC rassure sur le
fonctionnement
normal de ses
stations

Par Z R.

L'Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a rassuré l'opinion publique quant au fonctionnement normal de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka 1, démentant ainsi les informations faisant état de perturbations au niveau de cette installation. Dans un communiqué rendu public hier, l'ADC a affirmé que l'ensemble des stations de dessalement exploitées par la société poursuivait ses activités avec des niveaux élevés d'efficacité, de disponibilité et de performance productive. La société a précisé que les éventuelles réductions partielles et ponctuelles de la production, au niveau de la station de Fouka 1 ou d'autres installations, demeureraient « très limitées » aussi bien en volume qu'en durée, ne dépassant pas 16 heures. Ces interventions techniques, a-t-elle expliqué, ne sont pas de nature à affecter l'approvisionnement des citoyens en eau potable, d'autant qu'elles sont programmées et planifiées à l'avance, contrairement à certaines informations relayées. Cette planification permet à l'ADC de coordonner ses interventions avec les différents partenaires et intervenants chargés de la distribution de l'eau, afin de prendre les dispositions nécessaires pour garantir la continuité et la régularité de l'alimentation en eau potable. L'ADC a également souligné que les stations de dessalement d'eau de mer n'étaient à l'origine d'aucune perturbation de l'approvisionnement en eau potable durant la période estivale en cours. Selon la même source, les installations ont maintenu des niveaux élevés d'efficacité, de disponibilité et de production, grâce notamment aux préparatifs anticipés et aux mesures préventives mises en place en prévision de la hausse de la consommation durant la saison estivale. Dans ce cadre, l'ADC a indiqué avoir mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et techniques, suivant une démarche scientifique, structurée et préventive, afin d'assurer la continuité de la production et la régularité de l'approvisionnement. La société a, par ailleurs, réaffirmé que toute réduction partielle et limitée de la production n'affectait en aucune manière le fonctionnement global du système national d'alimentation en eau. L'Algerian Desalination Company a enfin réitéré son engagement à contribuer au renforcement de la sécurité hydrique nationale et à garantir la continuité de ce service public essentiel, tout en veillant au maintien des plus hauts niveaux de disponibilité, de fiabilité et de performance de ses installations.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU TOURISME SAHARIEN

Une vitrine pour la destination Algérie

L'Algérie entend donner une nouvelle dimension au tourisme saharien et en faire un véritable levier de développement économique et territorial. C'est dans cette perspective que la ministre du Tourisme et de l'Industrie traditionnelle, Houria Meddahi, a présidé, avant-hier mardi à Alger, la première réunion de coordination consacrée aux préparatifs de la huitième édition du Festival international du tourisme saharien (FITS 2026), prévue à Adrar du 12 au 14 novembre prochain.

Par Réda Hadi

La rencontre a également été marquée par l'installation officielle du gouverneur de cette édition, en présence de représentants du ministère et des organismes relevant du secteur. À moins de trois mois de l'ouverture du festival, le département du Tourisme veut ainsi anticiper les différentes étapes de préparation et inscrire cette manifestation dans une démarche dépassant le simple cadre événementiel. Pour la ministre, le FITS doit constituer une véritable vitrine internationale des potentialités touristiques du Sahara algérien et contribuer à renforcer l'attractivité des régions du Sud auprès des visiteurs nationaux et étrangers. Lors de cette réunion, Houria Meddahi a appelé à conférer au festival une dimension économique à la hauteur de son potentiel, notamment en favorisant la mise en relation des acteurs du tourisme, de l'artisanat, de la culture et des services, ainsi qu'en valorisant les initiatives susceptibles de générer de nouvelles activités et opportunités au niveau local. L'objectif affiché est de promouvoir un modèle de tourisme saharien fondé sur l'authenticité et la diversité du patrimoine algérien. Le festival devra ainsi mettre en avant les multiples composantes de l'identité des régions du Sud : traditions ancestrales, hospitalité, costumes, musique, arts populaires, gastronomie, artisanat, paysages désertiques et richesse historique. Le choix d'Adrar pour accueillir cette huitième édition revêt, à ce titre, une importance particulière. La wilaya dispose d'un patrimoine matériel et immatériel exceptionnel, qui constitue l'un de ses principaux atouts pour développer le tourisme culturel et spirituel. Les anciens ksour et palais, les oasis, les foggaras et les paysages sahariens composent un patrimoine dont la valorisa-

tion peut contribuer directement au développement économique de la région. La ministre a notamment appelé à exploiter davantage le potentiel lié au tourisme spirituel, en encourageant l'organisation d'activités culturelles et de journées d'étude durant le festival. La « Waada Seboua », inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, ainsi que les nombreux sites historiques et archéologiques de la région, constituent autant de supports pour construire une offre touristique diversifiée et mieux structurée. La huitième édition du FITS accordera également une place importante à la numérisation. La ministre a demandé l'implication des startups et des entreprises émergentes implantées dans les régions du Sud et actives dans le domaine touristique. Un prix devrait notamment récompenser l'initiative la plus performante en matière de marketing du tourisme saharien, de développement de services innovants et de valorisation du patrimoine. Cette ouverture aux jeunes entreprises vise à moderniser l'image de la destination saharienne et à améliorer sa visibilité, notamment à travers les outils numériques et les nouvelles formes de promotion touristique. L'artisanat traditionnel occupera éga-

lement une place centrale. La ministre a proposé la création d'un espace baptisé « Musée de l'industrie traditionnelle authentique des États du Sud », conçu comme une vitrine vivante du savoir-faire artisanal. Des ateliers pratiques permettront aux artisans de présenter leur créativité et d'expliquer les techniques de fabrication de produits traditionnels. Une attention particulière sera accordée à la participation des populations rurales et des femmes, dont le rôle demeure essentiel dans la préservation et la transmission des savoir-faire. L'objectif est de réunir des artisans venus de différentes wilayas du Grand Sud afin de présenter la diversité de la production artisanale et de renforcer sa dimension économique. La ministre a enfin appelé à élaborer une stratégie médiatique adaptée à l'événement, destinée à mettre en avant l'authenticité et l'ancienneté des destinations algériennes. L'objectif est de présenter, à travers le FITS 2026, une image renouvelée du Sahara algérien : un espace de patrimoine et de spiritualité, mais également une destination touristique moderne, porteuse d'activités économiques et de nouvelles perspectives de développement local.

TRANSPORT MARITIME DE MARCHANDISES
CNAN EL DJAZAIR programme une desserte régulière vers
l'Afrique de l'Ouest

La compagnie CNAN EL DJAZAIR, filiale du Groupe public de transport maritime "GATMA", poursuit le renforcement de sa présence maritime en Afrique de l'Ouest à travers une liaison régulière à raison d'un départ tous les 30 jours, desservant Nouakchott et Nouadhibou (Mauritanie) et Dakar (Sénégal), a indiqué un communiqué de la compagnie. CNAN EL DJAZAIR a souligné que cette ligne maritime régulière "contribue au développement des échanges commerciaux de l'Algérie et au renforcement des connexions avec les marchés africains". La flotte de la compagnie publique compte neuf navires sous pavillon algérien, composée de deux porte-conteneurs et sept navires de transport de marchandises générales, a-t-on ajouté de même source.

APS

ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN AFRIQUE
Huit nouveaux pays accompagnés par la BAD

Le Fonds africain pour l'économie circulaire, fonds fiduciaire multi-donateurs administré par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), accompagne 8 nouveaux pays dans l'élaboration ou la mise en œuvre de leurs feuilles de route nationales pour l'économie circulaire. Cette deuxième cohorte élargit un programme destiné à montrer comment l'économie circulaire, lorsqu'elle est intégrée aux politiques publiques, peut devenir un véritable levier de transformation économique, a indiqué l'institution panafricaine dans un communiqué. Dans le cadre de cette deuxième phase du programme des feuilles de route nationales pour l'économie circulaire (NCER), l'Angola, le Liberia, Madagas-

car et le Sénégal élaboreront leurs propres feuilles de route, en identifiant les secteurs prioritaires, en coordonnant l'action des institutions concernées et en adaptant les orientations stratégiques à leurs structures productives nationales. Le Bénin, le Tchad, l'Ethiopie et Maurice, qui font partie de la première cohorte, passent, quant à eux, à la phase de mise en œuvre afin de traduire leurs cadres gouvernementaux en politiques applicables, en programmes financés et en capacités institutionnelles durables, selon la même source. Une grande partie des richesses naturelles de l'Afrique continue d'être exportée sans transformation, ce qui freine l'industrialisation et limite la création d'emplois. L'économie circulaire contribue à

réduire cette perte de valeur structurelle en maintenant les ressources et leur potentiel productif au sein des économies nationales. Elle permet notamment de prolonger la durée de vie des bâtiments et des infrastructures, de valoriser les sous-produits agricoles dans les systèmes énergétiques et de réintroduire les matières premières secondaires dans les chaînes d'approvisionnement industrielles. Trente-deux pays africains ont répondu à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le Fonds africain pour l'économie circulaire pour la deuxième cohorte, signe de l'intérêt croissant des Etats pour l'économie circulaire et de leur volonté de se doter de cadres solides pour orienter l'action publique, lit-on dans le communiqué. APS

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

QUATRE PICS DE CONSOMMATION EN CINQ SEMAINES

Le système électrique national résiste

Quatre pics de consommation record en cinq semaines, un accident technique ayant plongé seize wilayas dans le noir, et pourtant, aucune rupture durable d'approvisionnement. Cet été 2026, marqué par une chaleur exceptionnelle, a constitué un test grandeur nature pour le système électrique national. Un test réussi, selon les autorités, qui reconnaissent toutefois l'urgence de repenser le modèle de consommation énergétique du pays.

Par Selma R.

La courbe ne cesse de grimper. Après 16 666 mégawatts (MW) en 2022, la demande nationale d'électricité a franchi 18 476 MW en 2023, puis 19 543 MW en 2024 et 20 628 MW en 2025. Cette année, le seuil symbolique des 21 000 MW a été dépassé à quatre reprises : 21 176 MW le 12 juillet, 21 378 MW le 13 juillet, 21 650 MW le 17 août, puis un nouveau record, le quatrième de la saison, de 21 727 MW, enregistré le 18 août à 14h30, soit une progression de plus de 30 % en seulement quatre ans. Le ministère de l'Énergie attribue cette flambée à l'usage intensif des climatiseurs, particulièrement entre 13h00 et 16h00, tandis que la directrice de la communication de Sonelgaz, Fatima-Zohra Merzougui, se veut rassurante : ce pic « n'est jamais atteint », la capacité installée totale du pays s'élevant à 27 000 MW, dont 25 000 MW pour le seul réseau interconnecté, ont précisé les deux sources à la presse nationale. Le 15 juin déjà, une panne technique exceptionnelle sur une installation de Sidi Okba, dans la wilaya de Biskra, avait coupé l'alimentation dans seize wilayas. Le rétablissement rapide du réseau avait été salué par le Premier ministre Sifi Ghrieb, qui y avait vu une « fierté pour l'industrie électrique algérienne ». Cet épisode a conforté la détermination du ministre de l'Énergie, Mourad Adjal, à muscler la préparation du secteur : réunissant ses cadres mardi dernier, jour même du quatrième record, il a insisté sur la nécessité de finaliser la feuille de route relative au stock stratégique de l'énergie, « selon une approche anticipative et intégrée

», pour garantir la réponse aux besoins « dans différentes circonstances ». Pour absorber cette demande, Sonelgaz a renforcé ses capacités de production de 1 855,9 MW supplémentaires, dont 1 027 MW issus des renouvelables. Cinquante-huit ouvrages de transport ont été programmés : vingt-trois déjà en service, quinze partiellement, le reste avançant entre 50 % et 100 %. Le groupe qualifie sa gestion des pics de « modèle de réussite à l'échelle régionale et internationale » et exporte son savoir-faire : Sonelgaz International construit au Tchad une centrale mobile de 40 MW pour sécuriser l'approvisionnement de N'Djamena. Interrogé par Ennahar TV, le directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Khalil Hedna, a estimé que cette performance illustre avant tout l'efficacité des investissements stratégiques engagés par le ministère via Sonelgaz sur l'ensemble de la chaîne de valeur. « La solidité du réseau repose sur la conjugaison d'infrastructures modernisées, d'un mix énergétique performant et d'une expertise technique accumulée au fil des décennies, un atout qui nourrit également l'ambition africaine du groupe », a-t-il déclaré. Si la résilience technique du réseau est saluée, plusieurs voix appellent à revoir la structure de la consommation nationale. Pour Abdelmadjid Attar, ancien ministre de l'Énergie et ex-PDG de Sonatrach, le modèle algérien reste « atypique » : l'industrie ne pèse que 24 % de la consommation finale, contre près de 47 % pour les ménages. « Nous consommons massivement l'énergie là où elle ne génère pas de valeur économique », avait-il averti lors d'une table ronde organi-

sée le 20 juin dernier. L'expert projette une demande pouvant atteindre 138 térawattheures en 2035, contre 80 en 2021, et juge insuffisant l'objectif actuel de 15 000 MW renouvelables, plaidant pour au moins 30 000 MW. Il préconise quatre leviers : efficacité énergétique, sobriété, accélération du renouvelable et réforme progressive des subventions. L'État mise aussi sur la sensibilisation citoyenne : une seconde campagne de rationalisation, portée par le ministère de la Jeunesse sous le slogan « Rationaliser notre énergie, c'est garantir notre avenir », s'est tenue du 16 au 18 août. Reste toutefois un défi difficilement contournable : l'électricité ne se stocke pas à grande échelle, contrairement aux hydrocarbures. Chaque gaspillage (appareil laissé en veille, climatiseur mal réglé) pèse ainsi directement sur un réseau déjà sous tension, plaçant la responsabilité individuelle au cœur de l'équation, aux côtés des investissements consentis par l'État. Le chantier ne s'arrête d'ailleurs pas là. Hier mercredi, Mourad Adjal a réuni au siège du ministère la commission de coordination sectorielle, cette fois consacrée aux préparatifs anticipés de l'été 2027. En présence des cadres du secteur et des responsables de Sonelgaz, la réunion a permis de dresser un bilan des mesures programmées (production, transport, distribution) et d'identifier les actions à accélérer. Le ministre a insisté sur le respect des délais et la mobilisation précoce des moyens, afin d'assurer la continuité du service dès l'été prochain.

SOUTH2 CORRIDOR

Le savoir-faire allemand pour booster le projet

Par S. R.

Deux mois après l'engagement pris à Berlin par les deux chefs d'État, l'Allemagne passe des promesses aux actes techniques. Une délégation d'entreprises allemandes se rendra à Alger le 21 septembre prochain pour présenter son savoir-faire dans l'hydrogène vert, avec l'ambition d'apporter au South2 Corridor les compétences industrielles qui lui manquent encore pour se concrétiser. La Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) a annoncé la tenue de cette rencontre consacrée à l'hydrogène vert, aux technologies Power-to-X et aux solutions de stockage d'énergie. Les entreprises allemandes présentes y détailleront leur expertise sur l'ensemble de la chaîne de valeur : électrolyse, traitement et dessalement de l'eau, stockage et compression, équipements industriels, reconversion de canalisations gazières, matériaux, ingénierie, certification et études de faisabilité. Cette étape s'inscrit dans une mission d'exploration de projets plus large, organisée en Algérie et en Tunisie du 21 au 25 septembre par la société allemande energiewaechter GmbH, en partenariat avec l'AHK Algérie et son homologue tunisienne. L'initiative relève de l'Exportinitiative Energie, le programme du ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie chargé d'accompagner les entreprises allemandes sur les marchés porteurs de la transition énergétique. Ce déplacement fait directement suite aux engagements pris le 16 juillet dernier, dans le cadre de la commission économique mixte algéro-allemande réactivée. Réunis à Berlin, le président Abdelmadjid Tebboune et le chancelier Friedrich Merz avaient réaffirmé leur volonté commune de lancer « bientôt » le South2 Corridor, ce gazoduc de 3 300 kilomètres censé acheminer l'hydrogène vert produit en Algérie jusqu'en Allemagne, en traversant la Tunisie, l'Italie et l'Autriche. Porté côté algérien par Sonatrach et Sonelgaz, et côté allemand par l'énergéticien VNG, le projet a franchi une étape décisive début décembre 2025 en étant reconnu comme projet d'intérêt commun par la Commission européenne, un statut qui accélère les procédures d'autorisation et ouvre la voie aux financements européens.

MOBILISATION DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Les premières actions engagées dans les wilayas

Par Z R.

Les orientations arrêtées par le gouvernement pour accélérer la mobilisation du foncier économique et lever les contraintes qui continuent d'entraver certains projets d'investissement commencent à se traduire par des actions concrètes au niveau local. Au lendemain de la réunion du Premier ministre avec les walis, plusieurs wilayas ont engagé des opérations d'inventaire, d'assainissement et d'évaluation des disponibilités foncières destinées à l'investissement. Lors de la réunion avec les walis lundi dernier, le Premier ministre a insisté sur le suivi de l'opération d'inventaire et d'assainissement du foncier économique, conformément aux orientations du président de la République destinées à soutenir l'investissement et à améliorer l'accès au foncier. Cette démarche s'inscrit dans une feuille de route exécutive visant à constituer un portefeuille national de foncier économique mobilisable, en vue notamment de contribuer à l'objectif de réalisation de 20 000 projets d'investissement à l'horizon 2029. La feuille de route repose sur cinq principaux axes : l'achèvement de l'inventaire na-

tional du foncier économique, la numérisation de sa gouvernance et de sa gestion, l'assainissement juridique et la récupération des assiettes foncières, l'aménagement du foncier et son raccordement aux différents réseaux, ainsi que le renforcement de la gouvernance, du pilotage et de la coordination entre les différents secteurs. Ces orientations ont commencé à être mises en œuvre sur le terrain dès les jours suivants, avec l'installation de commissions, la tenue de réunions de coordination et des sorties d'inspection consacrées aux zones d'activités et aux assiettes susceptibles d'être affectées à l'investissement. À Batna, le wali, Riadh Benahmed, a présidé l'installation de la commission de wilaya chargée de l'inventaire et de l'élaboration d'une cartographie du foncier économique à l'échelle de la wilaya. À cette occasion, le wali a appelé à accélérer et à réussir cette opération, tout en renforçant la coordination entre les différents services concernés afin de valoriser le foncier économique et de l'orienter au service de l'investissement. À Béchar, le wali Ahmed Benyoucef a présidé, le 19 août, une réunion de coordination consacrée à la situation du foncier économique dans la wilaya, explicitement en exécution

des instructions du Premier ministre. Une présentation détaillée de la situation du foncier économique a été effectuée, portant notamment sur les assiettes disponibles, leur niveau d'exploitation et les terrains destinés à l'investissement. Le wali a insisté sur la nécessité d'inventorier et d'assainir le foncier économique, afin d'en déterminer précisément la situation et d'identifier les assiettes susceptibles d'être orientées vers l'investissement. Il a également appelé à valoriser le foncier disponible et à le réserver aux investissements sérieux et productifs, tout en levant les contraintes susceptibles de retarder son exploitation. À Blida, le wali Djamel Eddine Hashas a également présidé, le 18 août, une réunion de coordination consacrée à la situation du foncier économique dans la wilaya, en application des instructions du Premier ministre. Les discussions ont porté sur les données relatives au foncier économique, le niveau d'exploitation des assiettes disponibles et la situation des terrains destinés à l'investissement. Le wali a insisté sur l'inventaire et l'assainissement du foncier, l'identification des assiettes mobilisables et leur orientation vers des investissements

productifs. L'objectif affiché est également de lever les obstacles qui entravent l'exploitation du foncier économique et de mettre à la disposition des investisseurs des assiettes adaptées, afin d'accélérer la concrétisation des projets sur le terrain et de favoriser la création de richesses et d'emplois. À Oran, l'action engagée prend également une dimension opérationnelle. Le wali Ibrahim Ouchene a effectué, le 18 août, une visite de terrain dans la zone d'activités de Tafraoui et dans la mini-zone d'activités de la commune. Cette dernière s'étend sur 5 hectares et compte 48 lots. Les travaux d'aménagement y ont atteint 60 %, notamment pour ce qui concerne la réalisation des différents réseaux, dont l'assainissement et l'alimentation en eau. La multiplication de ces opérations dans les wilayas montre ainsi que le traitement du foncier économique tend à passer d'une logique essentiellement administrative d'identification des terrains à une démarche plus opérationnelle, articulée autour de l'inventaire, l'assainissement, la récupération, l'aménagement et la mise à disposition effective des assiettes.

EN PRÉVISION DE LA SAISON DU HADJ 1448H
Le bureau des affaires des hadjis algériens signe un contrat de services

Le bureau des affaires des hadjis algériens a signé, à La Mecque (Royaume d'Arabie Saoudite), un contrat portant sur la fourniture de services dans les Lieux saints au profit des pèlerins algériens, dans le cadre des préparatifs anticipés de la saison du hadj 1448H, indique mardi un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO). Dans le cadre des préparatifs anticipés de la prochaine saison du hadj et "afin d'améliorer la qualité des services fournis aux pèlerins algériens, les efforts de la délégation préparatoire multisectorielle chargée de négocier et de contracter les différents services ont abouti à la signature par le bureau des affaires des hadjis algériens, d'un contrat portant fourniture de services dans les Lieux saints avec la société +Bushra Hospitality+ pour les services destinés aux pèlerins". Le contrat a été signé, du côté algérien, par le directeur général de l'ONPO, directeur du bureau des affaires des hadjis algériens, M. Tahar Braik et du côté saoudien par le PDG de "Bushra Hospitality", M. Ali Ben Hussein Bondagji". La signature de l'accord intervient dans le cadre de "l'attachement à sélectionner des prestataires de services remplissant les conditions fixées dans les cahiers des charges y afférent et sur la base de critères objectifs garantissant leur compétence et leur capacité à fournir des services répondant aux exigences de la saison du hadj, contribuant ainsi à l'amélioration constante du niveau des services fournis aux pèlerins algériens. Le choix de cette même société "intervient à la lumière des résultats du processus d'évaluation et de négociation adopté, notamment au regard des indicateurs de performance positifs enregistrés durant la saison du Hadj 1447 de l'Hégire. La société s'est ainsi classée première dans la catégorie des établissements et instances qui se sont distingués par l'excellence de leurs services, selon l'évaluation du ministère saoudien du Hadj et de la Omra des sociétés prestataires de services aux pèlerins étrangers au titre de la même saison parallèlement à l'obtention, par la Mission algérienne du Hadj, du prix d'Or +Labeitom+ pour la même saison".

R E

POIDS LOURDS ET TRANSPORT DE VOYAGEURS

Accélération des préparatifs pour l’activation du chronotachygraphe

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'examen et au suivi des préparatifs liés à l'activation et à l'exploitation de l'appareil de mesure de la vitesse et du temps de conduite (chronotachygraphe) à bord des véhicules de poids lourd et de transport de voyageurs, indique mardi un communiqué du ministère. "Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud,

a présidé mardi 18 août 2026, au Palais du Gouvernement, une réunion de coordination en présence de cadres du ministère, consacrée à l'examen et au suivi des préparatifs liés à l'activation et à l'exploitation du chronotachygraphe à bord des véhicules de poids lourd et de transport de voyageurs", précise la même source. A cette occasion, le ministre a donné "une série d'instructions visant à accélérer le rythme des préparatifs et à parachever les différentes procédures et dispositions techniques et organisationnelles y

afférentes, en sus d'élaborer les propositions et les visions à même de concrétiser ce dispositif", ajoute le communiqué. Ces propositions et visions sont de nature à "renforcer l'efficacité du système de sécurité routière et à contribuer à la réduction des infractions de vitesse et à la prévention des accidents de la circulation, conformément aux dispositions de l'article 85 de la loi 26-09 du 12 mai 2026 portant code de la route", souligne la même source.

R E.

CNAS

Possibilité de télécharger les formulaires de demande de prestations via le site électronique

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a annoncé, mardi dans un communiqué, que les assurés sociaux peuvent désormais télécharger les formulaires relatifs aux demandes de prestations via leur compte personnel sur l'espace El-Hanaa et via le site électronique de la Caisse. "Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de modernisation et de numérisation des services proposés à ses différents usagers et de son programme d'amélioration du service public et d'allègement des procédures administratives, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés informe l'ensemble des assurés sociaux qu'ils peuvent désormais retirer et télécharger les formulaires relatifs aux demandes de prestations via leur compte personnel sur l'espace El-Hanaa (version Web) et via le site électro-

nique de la Caisse", lit-on dans le communiqué. La CNAS informe également les employeurs de "la possibilité de télécharger directement, via son site électronique, les formulaires relatifs au recouvrement des cotisations de sécurité sociale".

La Caisse invite les usagers à "profiter de ces facilités numériques qui visent essentiellement à rapprocher l'administration des citoyens, à leur faire gagner du temps et à leur éviter les déplacements vers ses structures".

APS

Ministère du Commerce Intérieur
Ministère de la Régulation du Marché National

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg		دج / كلف		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	97	108	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	75	88	61	الطماطم	
	Oignon sec	83	92	73	البصل الجاف	
	Ail sec	703	796	609	الثوم الجاف	
	Carotte	108	120	96	الجزر	
	Navet	155	173	137	اللفت	
	Poivron	134	149	119	الفلفل الاخضر	
	Piment	135	152	118	الفلفل الحار	
	Courgette	84	96	72	الكوسة	
	Haricot vert	227	253	202	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	124	139	109	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	451	560	341	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	502	616	388	التمر	
	Banane	678	699	656	الموز	
	Melon	85	97	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	68	76	59	البطيخ الاحمر	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	2073	2223	1923	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	476	491	462	الدجاج	
	(Eufs (Unité	19	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,98	-13,96	6,80	8,15	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,36	0,36	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,35	-0,19	7,56	7,64	19000	26 600 000,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,02	1,03	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2049,00	-0,05	-5,13	-7,47	8,49	8,54	1534	3 143 166,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-5,19	-1,60	1,14	8,52	0	0,00

Les zones de montagnes et le développement de l’agriculture familiale

Les zones de montagne –notamment telliennes - ont toujours abrité une population paysanne de vieille souche, formée par des familles tirant l’essentiel de leur subsistance d’une série d’activités rurales basées sur la permanence d’un ensemble de systèmes d’exploitation des ressources naturelles et de production agricole permettant le maintien d’une forme de cohésion sociale face à l’adversité et à la rigueur du milieu écologique.

2^e partie et fin

Par Zoubir SAHLI

- L'activité agricole, d'essence familiale et relativement importante au départ, tend à décliner d'année en année. Le maintien d'un système de production d'agriculture de subsistance, avec une céréaliculture de misère, une oléiculture et un élevage familial relève beaucoup plus d'une tradition de maintien du terroir local que d'une activité agricole rentable. Les communes abritent majoritairement des exploitants agricoles disposant tout d'abord d'un patrimoine agricole d'assez faible importance : les « micro-fundia » de moins de 5 ha constituent plus de 35% et les moins de 10 ha constituent la majorité des exploitations (64,50%) ; la SAU moyenne par exploitation variant entre 5 à 12 ha représente plus de 70% de la surface totale de l'exploitation. Les superficies irriguées et des superficies arboricoles ne représentent que 11 à 13% de la SAU⁴. Cette faiblesse est souvent due aux contraintes inhérentes à la question foncière (indivision, morcellement, litiges, perte de la fertilité des sols...), à l'approvisionnement et à la commercialisation des produits agricoles et des produits de l'artisanat rural. D'autres causes peuvent être invoquées, telles que : la question cruciale et encore insoluble du financement agricole, la faiblesse de l'environnement technique et administratif. Par ailleurs, pratiquement tous les actifs s'adonnent au travail extra-agricole hors de leurs zones d'habitation et hors de leurs exploitations agricoles. On est donc dans un contexte typique de paysans pluriactifs tirant l'essentiel de leurs revenus de salaires ou d'entrées d'argent venant de l'extérieur. -Les institutions spécifiques au développement des zones montagneuses et les identités propres à ces zones sont encore floues (communautés de base, organisations sociales et culturelles, administration, relais politiques...). En fait, il ya un sérieux paradoxe à constater : alors que les zones de montagne sont réputées pour être le fief d'une paysannerie séculaire disposant d'un réseau dense de solidarités (exemple du système de la Touiza), les groupements sociaux qui l'habitent actuellement arrivent difficilement à s'organiser et à participer réellement en faveur d'une relance de l'activité agricole.

La petite paysannerie de montagne constitue-t-elle un enjeu pour le développement ou la relance de l'agriculture familiale ?

L'agriculture familiale constitue pour de nombreux pays, et particulièrement en Algérie et dans l'ensembles des pays méditerranéens, un ensemble de systèmes de production et un mode de vie paysan qui présente des atouts indénia-

bles, tant en ce qui concerne l'existence d'un rôle prépondérant de la famille que la forte articulation entre l'unité de production (l'exploitation) et l'unité domestique ou ménage. Parmi les autres atouts, on relève la forte adaptation de l'agriculture familiale à diverses situations problématiques du fait de la nature même de ce mode de production basé essentiellement sur des stratégies particulières de prise de décisions et de diversification des sources de revenus (pluriactivité et agriculture familiale⁵). On relèvera aussi les efforts fournis (notamment au cours de ces dernières années) – notamment dans les zones à faible productivité agricole (zones de montagne) – pour mettre en œuvre des stratégies particulières, parmi lesquelles : Les « stratégies familiales de résolution des risques » : Certaines familles rurales vivant des situations difficiles remettent à l'ordre du jour leurs stratégies d'adaptation et de projection qui ont constitué l'essence même de leur existence et la pérennité de leurs systèmes de production. En luttant de manière permanente contre les aléas du climat et contre les conditions extrêmement difficiles du milieu environnant, elles tentent ainsi d'apporter des réponses cohérentes. On a à faire souvent à un ensemble de « stratégies familiales » de résolution des risques qui seraient en grande partie basées sur la valorisation de la force de travail familiale, souvent à l'extérieur des zones rurales et hors du secteur agricole. La pluriactivité et la mobilité semblent être les orientations stratégiques les plus en vue au sein des familles paysannes. Ce type de stratégies n'a certes pas permis l'arrêt de l'exode, mais il a contribué largement à revitaliser les villages et les terroirs de montagne. Les « stratégies de groupes » : Dans le monde rural, il y a toujours eu des « stratégies de groupe », fondées sur la communauté des moyens et des destins et sur la lutte contre les risques externes. Cependant, les stratégies de groupement et les communautés rurales traditionnelles ont comme une tendance à s'amenuiser et à se relâcher. On voit cependant des tentatives d'« associations » de la part des plus jeunes parmi les membres de la famille, le plus souvent pour capter des aides ou des soutiens de la part des pouvoirs publics⁶. Des stratégies basées sur des réponses techniques sous forme d'actions volontaristes de valorisation des ressources locales et des atouts du potentiel naturel local : Ce type de réponses et les actions mises en œuvre pour les concrétiser se basent sur l'existence : - d'un paysage riche et varié, encore écologiquement stable et largement favorable au déve-

loppent d'activités touristiques (de timides actions et de petits projets sont en cours d'élaboration⁷) ; - de ressources forestières et un potentiel floristique pouvant faire l'objet d'une valorisation économique ; - de ressources en eau non encore mobilisées et non encore exploitées ; - de versants de montagne et de piémonts à mettre en valeur à travers une démarche d'aménagement ; - d'un potentiel important en produits agricoles et agroalimentaires de terroir pouvant faire l'objet d'une démarche de construction de signes officiels de qualité de type Indication géographique (olives, huile d'olive, figues sèches, légumes frais, grenades, viande caprine et ovine, miel de montagne...) et - d'un potentiel en ressources humaines jeunes et instruites à capitaliser. La petite paysannerie de montagne reste donc assez dynamique. Son identité propre et son mode d'évolution, malgré les nombreuses contraintes et malgré sa marginalisation, peuvent lui permettre aujourd'hui de se prévaloir d'un statut particulier que les pouvoirs publics doivent lui reconnaître, c'est celui d'un ensemble social encore attaché à son territoire. Une autre caractéristique pourrait également lui donner plus de poids, c'est celle qui fait que certains agriculteurs familiaux restent – dans certains cas⁸ - de véritables « gardiens du paysage ». Par ailleurs et compte tenu de l'importance des programmes de soutien et d'aides engagés, notamment dans le cadre des PPDRI^{**}, mais compte tenu aussi des stratégies d'adaptation mises en œuvre, de nouvelles possibilités s'offrent à cette paysannerie pour relancer une agriculture familiale assurant certes un minimum de sécurité alimentaire, mais valorisant de manière économique le potentiel agricole et forestier des zones de montagne. Nous savons que les populations de montagne ont appris à développer des produits « spécifiques » élaborés à partir d'une interaction en-

Notes

2 Notre présent travail se base sur la synthèse d'un ensemble de réflexions basées en grande partie sur une série d'enquêtes que nous avons menées au cours de ces dix dernières années dans les zones de montagne de l'Algérie du nord, notamment au niveau de la région de la Petite Kabylie des Babors et du Parc national de Chréa.
3 Source : Bilan des incendies de forêts de la commune de Chréa – 2005-2009 (APC de Chréa)
4 5 Enquêtes personnelles effectuées dans les communes de Guenzet, Harbil et Babor (massif des Babors, wilaya de Sétif)
5 Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.). Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne. Montpellier : CIHEAM, 1991. 192 p. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5).
6 Selon un responsable de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Blida, plusieurs cartes d'agriculteurs ont été délivrés récemment à de jeunes fils d'agriculteurs habitant les communes environnant le parc de Chréa, comme il a été agréé deux associations d'éleveurs caprins et apiculteurs dans les mêmes communes.
7 Projet de réhabilitation de villages anciens et de canaux d'irrigation, soutenu par l'ONG Touiza dans la commune de Ain Lagredj (commune montagneuse du massif des Babors dans la wilaya de Sétif)
8 Notamment celui des petits paysans des communes rurales du massif de Chréa (Chréa, EL Hamdania, Hammam Mélouane)
^{**} Projets de proximité de développement rural intégré, lancé dans les années 2000 dans le cadre de la Politique de RENOUVEAU RURAL
9 Z. Sahli. . Rapport final. Projet Agriculture et Développement Rural Durables en régions de montagne- Projet FAO/IAM BARI/ ADRD-Montagne
E-forum Algérie sur la situation et le devenir des montagnes algériennes, Rapport final, (Janvier 2010), ADRD/CIHEAM-IAM Bari

TIARET

Lancement d’une vaste campagne de nettoyage

L'unité de l'Office national de l'assainissement (ONA) de la wilaya de Tiaret a lancé, mardi, une vaste campagne de nettoyage des réseaux d'évacuation et de drainage des eaux pluviales et d'assainissement dans plusieurs quartiers du chef-lieu de wilaya, dans le cadre de mesures préventives et anticipatives en prévision des perturbations météorologiques et des pluies orageuses saisonnières attendues au cours des prochains jours, at-on informé auprès de cette unité.

La chargée de l'information, Soumia Djellil, a indiqué que 40 agents ont été mobilisés pour cette campagne, ainsi que plusieurs camions hydrocureurs et autres véhicules destinés au transport des déchets, relevant de quatre subdivisions de la wilaya. Elle a précisé que l'opération vise à traiter les "points noirs" connus pour les accumulations d'eaux pluviales, afin de réduire les risques d'inondations provoquées par l'obstruction des réseaux d'évacuation.

L'opération porte notamment sur le nettoyage des avaloirs d'eaux pluviales, ainsi que des grilles et des conduites d'assainissement dans plusieurs quartiers, à l'instar des quartiers "El Mahatta" et "Lakdada", ainsi qu'aux abords de la gare routière située sur la route d'Ain Guesma, classés parmi les points noirs en raison de l'obstruction des canalisations et des accumulations d'eau qui y sont autorisées.

Par ailleurs, les opérations de nettoyage et de traitement des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales réalisées par l'unité de l'ONA dans la wilaya, durant le premier semestre de l'année en cours, ont permis d'extraire 681 mètres cubes de déchets des réseaux, ainsi que des oueds situés aux abords des agglomérations, selon Mme Djellil.

Le même responsable a indiqué qu'au cours de cette période, 5.408 interventions ont été effectuées à travers les différentes régions de la wilaya, dont 1.745 à la demande de citoyens et d'organismes. Ces interventions ont permis de nettoyer 10.404 avaloirs du réseau d'assainissement et 8.244 avaloirs et grilles du réseau d'évacuation des eaux pluviales.

APS

ORAN

Renforcement du contrôle des marchés de gros pour garantir la disponibilité des produits et protéger le consommateur

La direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Oran a intensifié les opérations de contrôle et d'inspection au niveau des marchés de gros des fruits et légumes et des produits alimentaires de grande consommation, afin de garantir la stabilité du marché, la disponibilité des produits et la protection du consommateur, à-on informé, mardi, auprès de cette direction.

Dans ce cadre, les équipes de contrôle pertinentes de la direction ont effectué des sorties sur le terrain à travers les différents espaces des marchés de gros, où elles ont vérifié la disponibilité des fruits et légumes frais, notamment les pommes de terre et les fruits de saison, ainsi que les stocks de produits alimentaires de grande consommation, à l'instar de l'huile de table et de l'embout éclairé.

Les opérations d'inspection ont également été effectuées sur les prix appliqués au niveau des marchés de gros et sur le respect des conditions de stockage des produits et denrées alimentaires, contribuant ainsi à garantir leur salubrité et leur qualité et à préserver la santé du consommateur.

Dans une déclaration aux médias en marge de l'une de ces sorties d'inspection, la cheffe de

mission de la répression des fraudes à la direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Oran, Naïma Tahari, a indiqué que ces mesures interviennent en application des instructions du ministère de tutelle visant à garantir la disponibilité des produits agricoles et des denrées alimentaires de grande consommation et à renforcer la protection du consommateur.

Elle a ajouté que les services de la direction continuent quotidiennement le suivi de l'approvisionnement du marché en fruits et légumes frais, ainsi que le contrôle de leur disponibilité et de leur exposition dans des conditions sanitaires et appropriées.

La responsable a insisté sur l'importance du respect par les commerçants et les opérateurs économiques du règlement technique relatif aux caractéristiques et aux conditions de pré-

sentation des fruits et légumes, précisant que cette mesure vise à organiser les opérations de tri, de conditionnement et de présentation, de manière à garantir la commercialisation des produits de qualité et à préserver la santé du consommateur, tout en renforçant la transparence des transactions commerciales.

Ces opérations de contrôle s'inscrivent dans le cadre des efforts continus de la direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Oran pour réguler le marché et suivre son approvisionnement en produits essentiels, tout en veillant au respect des règles réglementant l'exercice de l'activité commerciale et des conditions de conservation et de présentation des produits destinés aux consommateurs.

APS

SIDI BEL-ABBES

Un projet de réhabilitation de oued Mekerra et sa transformation en espace écologique et récréatif

La wilaya de Sidi Bel-Abbes a bénéficié d'un projet visant à réhabiliter oued Mekerra et à le transformer en un espace écologique et récréatif verdoyant, intégré au tissu urbain du chef-lieu de wilaya, avec une enveloppe financière de 1,5 milliard de dinars consacrée à la première tranche de l'opération, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, ce projet de développement et de protection de l'environnement, inscrit dans le cadre de l'accompagnement de l'évolution urbaine de la ville de Sidi Bel-Abbes, vise à revaloriser le cours

d'eau à travers une approche intégrée reposant sur trois axes principaux : l'axe " bleu ", consacré à l'aménagement hydraulique et à l'amélioration de la qualité de l'eau, l'axe " vert ", portant sur la création d'espaces verts et d'équipements de loisirs et de détente, ainsi qu'un axe " connexion ", destiné à faciliter l'accès des citoyens aux différents espaces.

Le plan technique du projet comprend plusieurs volets essentiels de travaux, notamment l'aménagement hydraulique et le renforcement de la protection contre les inondations, grâce à l'augmentation de la capacité d'ab-

sorption et d'évacuation des eaux de crue à 80 mètres cubes par seconde, à travers l'élargissement du lit de l'oued et la réalisation d'ouvrages de protection des berges.

Le projet prévoit également l'amélioration de la qualité de l'eau, à travers l'élimination des polluants et des dépôts vaseux accumulés, ainsi que la réalisation d'un bassin de filtration dans la partie amont, contribuant à l'épuration du cours d'eau et à l'amélioration de la qualité de ses eaux.

Concernant les ouvrages d'art et les équipements récréatifs, les travaux porteront sur l'aménagement des anciens ponts

dégradés, à savoir quatre ponts routiers et trois passerelles piétonnes, ainsi que sur la construction de deux nouvelles passerelles piétonnes, afin de faciliter les déplacements des habitants vers les espaces et équipements de loisirs prévus.

Une fois réalisé, ce projet contribuera à donner à la ville de Sidi Bel-Abbes une nouvelle façade urbaine et esthétique, tout en offrant aux habitants un espace naturel de détente et en renforçant la protection de la ville contre les risques d'inondations saisonnières, selon la même source.

APS

EL TARF

Plus de 100 sinistrés des incendies bénéficient d’aides financières

Plus de 102 personnes sinistrées à la suite des incendies de forêts et de cultures agricoles survenus dans la wilaya d'El Tarf au cours du mois de juillet dernier ont fait appel d'aides financières, à connaissance l'APS, mardi,

auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que l'opération de remise des décisions d'octroi de ces aides a été lancée mardi en exécution des instructions des hautes autorités du pays et conformément aux directives du ministre

de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud. L'opération a été lancée officiellement au siège de la wilaya sous la tutelle du wali, Mohamed Meziane, en présence des chefs de daïras concernés et des cadres de la

wilaya. Elle s'inscrit, selon les services de la wilaya d'El Tarf, dans le cadre de la prise en charge des sinistres des incendies de forêt et des pertes subies par les cultures agricoles dans la région au cours du mois de juillet 2026.

Les services de la wilaya ont appelé les citoyens concernés à se rapprocher des services des communes de leur résidence pour recevoir leurs décisions d'attribution d'aides financières.

R E.

TISSEMSILT

Réception prévue de la station de production de compost avant la fin de l’année en cours

Une station de production de compost devrait être réceptionnée dans la wilaya de Tissemsilt, avant la fin de l'année en cours, a indiqué, mardi, le directeur par intérim de l'environnement de la wilaya.

M. Djilali Berber a précisé que ce projet, dont la mise en service est prévue avant la fin de l'année, s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya, dans son volet consacré au secteur de l'environne-

ment. Une enveloppe financière de plus de 120 millions de dinars lui a été allouée.

Le projet est réalisé au niveau du centre d'enfouissement technique (CET) de la commune de Tissemsilt, sur une superficie totale de plus de 1,5 hectare. Le taux d'avancement des travaux a dépassé 60%, tandis que les procédures administratives relatives à l'attribution du marché d'équipement ont été entamées parallèlement à la poursuite des travaux, a ajouté le même responsable.

Le responsable a souligné que cette sta-

tion, la première du genre dans la wilaya de Tissemsilt, devrait, une fois opérationnelle, atteindre une capacité de traitement de 10 tonnes de déchets solides par jour, provenant des 22 communes de la wilaya, en vue de leur transformation en compost organique.

La station comprend notamment un casier destiné à l'enfouissement des déchets ménagers solides, un bassin de collecte des lixiviats, ainsi qu'une plateforme automatisée de transformation des déchets en compost organique, selon la même source.

Une fois entrée en production, la station, dont la gestion sera confiée au centre d'enfouissement technique de la commune de Tissemsilt, devrait contribuer à couvrir une partie des besoins des agriculteurs de la wilaya en engrais organiques utiles pour enrichir les sols.

Elle devrait ainsi contribuer à améliorer et à accroître la production agricole, compte tenu de la vocation essentiellement agricole de la wilaya, précise la même source.

APS

Le pari de Trump sur les stablecoins met le système financier en danger

L'engouement du gouvernement américain pour les cryptomonnaies dites « stablecoins » ne se limite pas à la corruption à la Trump ou au lobbying industriel. Il s'agit d'une tentative visant à réduire les coûts des emprunts fédéraux, une initiative qui pourrait, à long terme, compromettre la stabilité du système financier.

2^e partie

Par David Martin (*)

A ne pas confondre avec la Première ou la Seconde banque des États-Unis, le système proposé permettrait à de nouvelles banques agréées au niveau national (mais entièrement privées) de déposer des obligations fédérales auprès du gouvernement afin de garantir l'émission de leurs billets de banque. Comme aujourd'hui, Chase cherchait à inciter les nouvelles institutions financières à prêter au gouvernement par le biais de modifications réglementaires. Malgré l'opposition du système bancaire d'État en place, les Républicains n'avaient pas d'autre choix en 1863. Le sort de l'Union était en jeu. À l'issue d'un vote largement déterminé par la loyauté partisane, le système bancaire national fut adopté au début de l'année 1863, stabilisant ainsi le marché obligataire et réduisant les coûts d'emprunt du pays afin que l'Union puisse mener la guerre de Sécession. Le besoin du gouvernement fédéral de s'endetter à moindre coût a favorisé une refonte fondamentale du système bancaire du pays, qui a mis en place des incitations légales pour que les investisseurs prêtent à l'État.

Quelles sont les implications de la mise en place d'un système bancaire reposant sur la dette publique, à l'instar de ce qu'ont fait les Républicains avec le système bancaire national ? Bien que ce système ne soit pas aussi sûr que celui de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) d'aujourd'hui, qui permet au gouvernement fédéral de garantir les dépôts bancaires à hauteur de 250 000 dollars, ce n'est pas la pire des solutions. De nos jours, les bons du Trésor sont considérés comme très sûrs et hautement liquides, ce qui signifie que rares sont ceux qui remettraient en cause la qualité des actifs sous-jacents des banques, réduisant ainsi les risques de panique bancaire.

Mais il existe également des risques évidents. En établissant un lien entre le domaine budgétaire et le domaine financier, les décideurs politiques ont lié le sort du système bancaire national aux aléas des finances publiques. Qu'advient-il, par exemple, du système bancaire lorsque le montant total de la dette publique évolue ? L'histoire nous fournit là encore des repères.

Après les déficits colossaux engendrés par la guerre de Sécession, les responsables politiques ont, pendant la Reconstruction, augmenté les impôts et réduit les dépenses, ce qui a permis au gouvernement fédéral d'enregistrer un excédent budgétaire. Bien que les excédents soient souvent considérés comme un élément résolument positif, ils peuvent avoir des effets économiques indésirables. Fort de cet excédent, le Trésor a commencé à



rembourser sa dette au lieu d'émettre de nouveaux titres, réduisant ainsi le montant total de la dette publique en circulation.

Cependant, comme la réglementation financière imposait aux banques nationales d'acheter de la dette fédérale pour émettre des billets de banque, et que celle-ci se faisait de plus en plus rare, les banques ont commencé à s'adapter : elles ont entièrement modifié leurs instruments monétaires, s'appuyant de plus en plus sur les dépôts bancaires plutôt que sur les billets. La question qui se posait ici était que, contrairement aux billets de banque, les dépôts bancaires n'étaient pas tenus d'être garantis par la dette publique et pouvaient au contraire être garantis par la dette privée.

Ce système bancaire fondé sur les dépôts et soutenu par la dette privée, et favorisé par les réformes fiscales du gouvernement, s'est révélé très fragile. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, ce système a connu de fréquentes crises bancaires, qui ont culminé avec le pire krach bancaire de l'histoire des États-Unis lors de la Grande Dépression. La création du système bancaire national n'a pas été la seule occasion où le gouvernement fédéral a remanié le système financier afin d'encourager un endettement à faible coût, ce qui a eu des conséquences désastreuses par la suite.

Comme je l'ai expliqué en détail ailleurs, le marché des « repo » [contrat de vente et de rachat, NdT], un élément clé du système bancaire parallèle qui s'est effondré lors de la grande crise financière de 2007-2008, a été créé pour aider à financer à moindre coût la dette publique pendant la Guerre froide. Pour pousser les investisseurs à prêter à l'État, on a de nouveau autorisé l'utilisation de la dette publique comme garantie dans le cadre d'un nouveau modèle bancaire. Or, lorsque l'administration Clinton, dans les années 1990, a enregistré un excédent budgétaire fédéral pour la première

fois en près de trente ans, ces « banques parallèles » ont commencé à préférer la dette privée à la dette publique en tant que garantie, notamment les titres adossés à des créances hypothécaires (MBS). Le recours à l'endettement immobilier des particuliers pour soutenir le système monétaire s'est révélé extrêmement instable. Lorsque la bulle immobilière a éclaté en 2007, cela a non seulement affecté le secteur immobilier, mais cela a eu aussi des répercussions sur le système financier, provoquant des paniques bancaires et une catastrophe économique.

Les stablecoins resteront-ils stables ?

Quel enseignement pouvons-nous tirer de cette histoire quant aux cryptomonnaies et aux stablecoins ? Tout d'abord, alors que de nombreux commentateurs actuels ont comparé l'essor des stablecoins et la loi GENIUS au système de « Free Banking » en raison de la croissance de la monnaie émise par le secteur privé, le secteur émergent des stablecoins s'apparente davantage au système des banques nationales en raison de ses liens avec le marché des bons du Trésor. C'est précisément en raison de cette relation que, à court terme, les stablecoins pourraient s'avérer plus stables que ne le laissent entendre la plupart des commentateurs. Cela s'explique simplement par le fait que leurs dépôts sont adossés à la dette publique. La valeur de cette dette publique, soutenue par les interventions fréquentes de la Réserve fédérale, a peu de chances de s'effondrer dans un avenir proche. Bien que ce système ne soit pas aussi sûr que l'assurance-dépôts (dans laquelle les dépôts bancaires jusqu'à un certain montant sont garantis par la « pleine confiance et le crédit du gouvernement des États-Unis »), il s'est révélé plus stable que les

systèmes monétaires adossés uniquement à la dette privée.

Cependant, à l'instar du système bancaire national et du marché des opérations de prêt sur titres qui a suivi, les décideurs politiques ont, avec la loi GENIUS, lié le sort de ce nouveau système bancaire à celui des finances publiques. Une éventuelle réduction du niveau de la dette publique, bien qu'elle constitue un objectif louable d'un certain point de vue, pourrait avoir de graves répercussions sur le système financier en l'absence d'autres réformes. S'il est peu probable que le gouvernement fédéral enregistre un excédent dans les années à venir en raison de l'ampleur considérable du déficit, c'est là une intention déclarée de la politique tarifaire de l'administration Trump.

La transition des cryptomonnaies, qui sont passées d'une niche numérique aux feux de la rampe de la finance traditionnelle, a suivi exactement le même chemin que celui des institutions financières traditionnelles que celles-ci aiment tant critiquer.

Pourtant, si le budget fédéral enregistrait un excédent, les émetteurs de stablecoins commenceraient sans aucun doute à chercher d'autres moyens de garantir l'émission de leurs dépôts, car l'offre de bons du Trésor diminuerait. À ce stade, une pression structurelle considérable s'exercerait en faveur d'une dérégulation permettant aux émetteurs de stablecoins de garantir leurs émissions par d'autres formes de dette privée bien moins sûres, créant ainsi à nouveau les conditions d'un nouvel effondrement financier.

Compte tenu de ces risques pour le système financier, quels sont les avantages supposés d'un rattachement du système budgétaire américain aux stablecoins ? Par le passé, les gouvernements ont pu invoquer des arguments d'intérêt public, au moins en apparence plausibles, pour prendre ce pari. En 1863, les Républicains ont réformé le système bancaire afin d'emprunter à bas coût pour vaincre le Sud et mettre fin à l'esclavage. Dans les années 1940 et 1950, la Réserve fédérale a créé et dérégulé le marché des pensions de titres pour financer les dépenses liées à la Guerre froide. Beaucoup conviendront que le jeu en valait la chandelle dans le premier cas ; et que le second constituait au moins d'une tentative de justification sérieuse, même s'il s'agissait surtout d'un alibi pour l'agression impérialiste américaine.

(A suivre)

Source : Jacobin, publié le 11/06/2026
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

(*) Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Rutgers et occupe le poste de chercheur associé au Eagleton Center for Public Interest Polling.

LEGATUM PROSPERITY INDEX 2026

La Tunisie devance en bonne position

La Tunisie occupe la 75e place sur 161 pays au Legatum Prosperity Index 2026, publié annuellement depuis 2007 par l'institut britannique Legatum Institute. Sur les cinq autres pays nord-africains couverts par l'étude, aucun ne fait mieux, suivi de l'Algérie (83e), puis, avec un écart plus marqué, la Libye, (115e), l'Égypte (120e) et le Soudan, dernier de la zone (152e). Le pays n'a toutefois jamais retrouvé son meilleur classement historique, la 66e place, obtenue en 2017 ; depuis, sa position s'est progressivement dégradée, sans que ses voisins régionaux ne parviennent pour autant à le dépasser.

Une économie moyennement industrialisée

Le rapport situe l'économie tunisienne dans la catégorie des économies moyennement industrialisées, avec un produit intérieur brut qui franchit le seuil des 51 milliards de dollars. Le pays compte 12,4 millions d'habitants, sur un territoire bordé de 1 200 kilomètres de côtes donnant sur la Méditerranée. Côté échanges extérieurs, l'huile d'olive, les dattes, le textile et les machines électriques constituent les points forts à l'exportation ; à l'inverse, le pays reste dépendant de l'étranger pour son blé, ses produits pétroliers raffinés, son gaz naturel et une partie de son parc automobile importé.

Un point repère pour l'investissement et l'entrepreneuriat

Ce classement, construit à partir d'indicateurs socio-économiques et institutionnels, offre un point de repère utile pour situer l'attractivité relative de la Tunisie face à ses voisins régionaux, sans pour autant refléter une dynamique récente favorable. Pour les investisseurs et les porteurs de projets, la lecture par filière reste plus parlante que le rang global : la base exportatrice existante, huile d'olive, dattes, textile, machines électriques, dessine des secteurs déjà structurés autour desquels de nouvelles capacités de production ou de transformation pourraient se greffer.

Agence

STOCKAGE D'ÉNERGIE

Le chinois Sungrow lance une usine de 50 millions \$ en Égypte

L'Égypte, qui veut porter la part des énergies renouvelables dans son mix électrique à 42 % d'ici 2030 et à 60 % à l'horizon 2040, cherche à se positionner au-delà de la seule production d'électricité verte, en captant une part de la chaîne de valeur industrielle liée aux technologies propres. Sungrow Power Supply renforce sa présence industrielle en Égypte. Le groupe chinois a posé lundi 17 août la première pierre d'une usine de systèmes de stockage d'énergie, un projet évalué à 50 millions de dollars, selon la presse locale.

Par Rédaction Internationale

Présenté comme étant le premier du genre au Moyen-Orient et en Afrique, le site industriel sera construit dans le pôle industriel sino-égyptien TEDA-Égypte, situé dans la Zone économique du canal de Suez. Il s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement industriel du pays, qui vise à bâtir une base manufacturière plus compétitive, à attirer des investissements dans les technologies de pointe et à approfondir l'intégration du pays dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Présent lors de la cérémonie de pose de la première pierre de l'usine, le ministre égyptien de l'Industrie, Khaled Hashem, a déclaré que cette initiative soutiendrait la transition de l'Égypte vers l'énergie propre,

en renforçant la stabilité du réseau électrique national et en augmentant sa capacité à intégrer des volumes croissants d'énergies renouvelables. Pour Mostafa Shekoun, président de la zone économique du canal de Suez, « ce projet représente une étape importante vers la localisation de la production de systèmes de stockage d'énergie et le développement des industries égyptiennes des énergies renouvelables ».

Intégrer les énergies renouvelables intermittentes

Les systèmes de stockage d'énergie sont essentiels à la transition énergétique, car ils contribuent à stabiliser les réseaux électriques, à intégrer les énergies renouvelables intermittentes et à fournir des solu-

tions de secours. Ainsi, le projet de Sungrow cadre parfaitement avec la volonté affichée par L'Égypte de renforcer l'intégration locale de la chaîne de valeur des énergies renouvelables pour réduire la facture des importations.

Le pays le plus peuplé du monde arabe, qui vise 42 % d'énergies renouvelables dans son mix électrique d'ici 2030 et plus de 60 % à l'horizon 2040, comptait plus de 25 000 mégawatts (MW) d'installations énergétiques renouvelables déjà en service et en cours de développement en 2025, selon des données officielles. L'Égypte accélère parallèlement le renforcement de son réseau électrique, avec une deuxième phase comprenant environ 105 projets, selon le ministre de l'Électricité.

MAURITANIE

Le tourisme est devenu un moyen de faire connaître le pays comme une destination qui mérite d'être découverte

La ministre mauritanienne du Commerce et du Tourisme du, Zeinebou mint Ahmednah, a déclaré que le tourisme intérieur était devenu « un outil permettant de faire connaître la Mauritanie comme un pays sûr, aux multiples facettes et qui mérite d'être découvert ». Cette déclaration a été faite lors du lancement de la saison du

tourisme intérieur à Kiffa, la capitale régionale de L'Assaba, dans le sud-est de la Mauritanie, sous l'égide de la Première Dame du pays, Mariame mint Mohamed Fadel Dah. La ministre a ajouté que le fait d'inviter les citoyens à passer leurs vacances dans leur pays s'inscrit dans une vision politique et de dé-

veloppement visant à ancrer une part importante des dépenses touristiques au sein de l'économie nationale. De par sa nature, le Mauritanien a toujours eu pour habitude, à chaque automne, de quitter en masse la capitale Nouakchott et les autres villes, à la recherche de repos et de détente dans les

plaines et au bord des vallées de ce vaste pays. Cette saison est également marquée par l'exode massif de milliers de familles mauritaniennes, notamment issues des classes aisées, vers les stations balnéaires espagnoles et marocaines pour y passer leurs vacances d'été.

Agence

SELON LE FMI

La Syrie réaliserait une croissance de plus de 10 % en 2026

Le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé que l'économie syrienne continue d'enregistrer des signes croissants de reprise, prévoyant une croissance économique de plus de 10 % au cours de cette année, avec une poursuite d'une forte croissance en 2027, soutenue par l'amélioration des performances des secteurs productifs et des services, ainsi que par la poursuite de la mise en œuvre des réformes économiques. Ces conclusions figurent dans un communiqué publié aujourd'hui, mardi, à l'issue d'une visite effectuée à Damas par une mission d'experts du FMI, présidée par Ron van Rooden, du 19 au 23 juillet dernier, afin d'évaluer la conjoncture économique, d'examiner les progrès réalisés dans les réformes économiques et les priorités des politiques publiques, ainsi que de convenir de nouveaux domaines d'assistance technique dans le cadre du renforcement de la coopération avec la Syrie.

De solides perspectives de croissance

Le chef de mission du FMI a précisé que « l'économie syrienne a commencé à retrouver son dynamisme en 2025 », grâce à l'amélioration de la confiance des consommateurs et des investisseurs, au retour d'environ 1,5 million de réfugiés et à la réintégration progressive de la Syrie dans les

économies régionale et mondiale, ce qui a permis de compenser les effets de la sécheresse qui avait touché le secteur agricole. Le Fonds prévoit que l'économie syrienne enregistrera une croissance supérieure à 10 % cette année, en dépit de la persistance des défis régionaux, grâce à la forte reprise du secteur agricole résultant de l'amélioration des précipitations, à l'augmentation de la production de pétrole et de gaz, à l'amélioration de l'approvisionnement en électricité, à la poursuite de la croissance des secteurs du commerce et des services, au retour permanent des réfugiés, à la hausse notable du nombre de visiteurs et aux politiques de réforme visant à renforcer la stabilité macroéconomique et à stimuler une croissance tirée par le secteur privé, avec des perspectives de maintien de cette solide performance en 2027.

Amélioration des finances publiques

Le communiqué souligne que les finances publiques ont enregistré une amélioration notable. Le budget central de 2025 a dégagé un léger excédent et les recettes devraient augmenter en 2026 grâce à la progression des recettes fiscales et douanières, à l'accroissement des revenus du secteur des hydrocarbures, ainsi qu'à plusieurs recettes exceptionnelles, notamment les redevances des licences de télécoms et les

droits de transit des carburants. Le FMI indique que l'inflation a augmenté en 2026 sous l'effet de facteurs externes, principalement la hausse des prix des importations, notamment des carburants et des produits alimentaires, ainsi que l'amélioration de la demande intérieure et l'augmentation du coût de certains services. Il prévoit toutefois une baisse de l'inflation en 2027 si les pressions extérieures s'atténuent et si des politiques budgétaires et monétaires saines continuent d'être appliquées.

Poursuite des réformes

Le Fonds monétaire international souligne l'importance de poursuivre le renforcement de la gestion des finances publiques, de la mobilisation des recettes, d'accélérer la réhabilitation du secteur bancaire, de moderniser la législation qui le régit, de renforcer les dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et d'améliorer la qualité des statistiques économiques, afin de soutenir la stabilité de l'économie nationale et de renforcer l'intégration de la Syrie dans le système financier international. Le communiqué souligne également le succès de la Banque centrale de Syrie dans la gestion du processus d'émission de la nouvelle monnaie, tout en affirmant que la

poursuite de la réforme du secteur bancaire constitue une priorité pour renforcer l'intermédiation financière, faciliter les paiements au niveau national et international et améliorer l'efficacité de la politique monétaire.

Un soutien technique permanent

Le Fonds affirme qu'il poursuivra son soutien au gouvernement syrien à travers un vaste programme d'assistance technique couvrant la gestion des finances publiques, le développement du système fiscal et douanier, la gestion de la dette publique, la réforme du secteur financier, le renforcement de la supervision bancaire ainsi que l'appui à la Banque centrale dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre approprié de politique monétaire, afin de soutenir les efforts de reprise économique et de renforcer les performances des institutions économiques.

Le communiqué indique également que des progrès ont été réalisés dans la préparation d'une analyse de la viabilité de la dette et dans la collecte des données relatives à la dette publique, tandis que les travaux se poursuivent pour développer les bases de données économiques, ouvrant ainsi la voie à la reprise des consultations à la demande des autorités syriennes.

R I.

NIGERIA

Le pays lance un programme de prêts hypothécaires pour sa diaspora

Les transferts de fonds et les investissements de la diaspora contribuent au financement du marché immobilier nigérian. Un nouveau dispositif doit permettre aux Nigériens vivant à l'étranger d'accéder à distance à des prêts hypothécaires pouvant atteindre 100 millions de nairas, soit plus de 73 000 dollars.

Synthèse R I.

Le gouvernement fédéral nigérian, par l'intermédiaire de la Federal Mortgage Bank of Nigeria (FMBN), a lancé le « NHF Diaspora Mortgage Loan », un dispositif destiné à permettre aux Nigériens vivant à l'étranger d'accéder plus facilement au crédit hypothécaire sans avoir à se rendre au Nigeria. Le programme permet aux contributeurs éligibles au National Housing Fund (NHF) d'obtenir des prêts allant jusqu'à 100 millions de nairas (73 403 dollars), à un taux d'intérêt de 9 %, avec une durée de remboursement pouvant atteindre 10 ans. Les démarches d'inscription et de demande de financement peuvent être effectuées en ligne depuis l'étranger. Selon le gouvernement, cette initiative vise à favoriser « l'accès à la propriété immobilière », tout en soutenant le développement du secteur du logement et la création d'emplois.

La diaspora, une source de financement pour l'immobilier

Selon une étude de Jodoa Properties, société spécialisée dans le conseil et le courtage immobilier, les investissements de la diaspora nigériane constituent un moteur important du secteur, notamment par le financement de nouveaux projets résidentiels. Les transferts de fonds des Nigériens établis à l'étranger ont atteint 21,806 milliards de dollars en 2025, un niveau quasiment stable par rapport aux 21,811 milliards de dollars enregistrés en 2024, selon les données de la Banque centrale du Nigeria (CBN). Le marché immobilier bénéficie par ailleurs de plusieurs mesures publiques destinées à stimuler l'offre de logements et l'accès au financement. Le programme Renewed Hope Housing comprend notamment des mécanismes de fi-

nancement tels que des prêts hypothécaires à 6 % et des formules de location-accession « rent-to-own » à 7 %. Selon le Bureau national des statistiques (NBS), le secteur immobilier représentait 13,10 % du PIB au premier trimestre 2026, ce qui en fait l'un des principaux contributeurs à l'activité économique. En parallèle, la CBN cherche à accroître les transferts de fonds de la diaspora. Le 17 juillet, elle a annoncé son ambition de porter les transferts mensuels à environ 1 milliard de dollars d'ici à la fin de 2026, contre plus de 600 millions de dollars actuellement. Pour atteindre cet objectif, la banque centrale mise notamment sur le « Non-Resident BVN », un dispositif permettant aux Nigériens résidant à l'étranger d'obtenir leur identifiant bancaire à distance et d'effectuer des opérations financières au Nigeria sans avoir à se rendre dans le pays.

GHANA

GoldBod change son modèle de financement des achats d'or artisanal

Créé en avril 2025, GoldBod est chargé d'encadrer le marché de l'or artisanal au Ghana et d'en assurer l'achat, l'analyse, le raffinage et l'exportation. Plus d'un an après sa création, l'entité adapte son modèle de financement des achats après une première année marquée par des volumes d'exportation record. Au Ghana, GoldBod a annoncé la fin du financement de ses achats d'or par la Banque du Ghana (BoG). Annoncée mardi 11 août par son directeur général, Sammy Gyamfi

(photo), cette évolution vise à renforcer l'« indépendance opérationnelle » de l'entité publique, alors que le précédent modèle avait attiré l'attention tant par ses performances que par les pertes attribuées au programme. Créé en avril 2025, GoldBod a notamment repris les fonctions auparavant exercées par la Precious Minerals Marketing Company (PMMC) dans le cadre du programme national d'achat d'or. L'entité achète et regroupe principalement les volumes d'or issus de l'exploitation ar-

tisanale et de petite échelle, avec pour objectif de les exporter afin de générer des devises ou de contribuer à l'accumulation des réserves d'or de la Banque du Ghana.

GoldBod diversifie ses sources de financement

Au terme de son premier exercice, GoldBod a franchi un cap important en dépassant son objectif d'exportation de 100 tonnes d'or. L'entité a exporté environ 103 tonnes d'or issu de l'exploitation artisanale et de

petite échelle en 2025, pour une valeur estimée à 10,8 milliards \$. Toutefois, le rôle joué par la Banque du Ghana dans le financement du programme a suscité des interrogations sur son coût pour la banque centrale. À la fin de septembre 2025, des pertes d'environ 214 millions \$ avaient notamment été rapportées en lien avec le programme, un montant dont la Banque du Ghana a par la suite contesté le caractère définitif dans l'attente d'un audit.

R I.

GUINÉE

Un accord avec le FMI prépare un nouveau programme de 425 millions \$

Après plusieurs années de croissance soutenue, la Guinée cherche à préserver ses équilibres macroéconomiques tout en accompagnant l'essor attendu de l'activité lié au projet Simandou. Le nouvel accord avec le FMI devrait notamment encadrer les réformes budgétaires et la mobilisation des ressources publiques. La Guinée et les services du Fonds monétaire international (FMI) sont parvenus à un accord en vue de la mise en place d'un nouveau programme économique et financier soutenu par la

Facilité élargie de crédit (FEC), d'une durée de 41 mois. L'accord doit encore être approuvé par la direction et le conseil d'administration du FMI, qui devraient l'examiner en septembre 2026. Il pourrait permettre à la Guinée d'accéder à environ 425 millions de dollars, soit 145 % de sa quote-part. Selon un communiqué du ministère guinéen des Finances publié le lundi 10 août, le programme vise à consolider la stabilité macroéconomique, à renforcer la crédibilité des politiques publiques et à mobiliser davantage de financements pour les

priorités nationales. Les réformes portent notamment sur la mobilisation des recettes publiques, la transparence dans la gestion des ressources naturelles, l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la qualité des dépenses, ainsi que le renforcement de la stabilité macroéconomique et financière. Elles visent également à améliorer la gouvernance, à soutenir le secteur privé, à diversifier l'économie et à favoriser la création d'emplois.

Agence

GRAPHITE EN TANZANIE

InVert identifie une nouvelle ressource de 2,5 millions de tonnes

Du segment des batteries de véhicules électriques à celui du stockage d'énergie, le graphite figure parmi les minerais clés de la transition énergétique. Les perspectives de hausse de la demande encouragent ainsi la recherche de nouveaux gisements, notamment en Afrique. Mercredi 12 août, InVert Graphite Limited, société minière cotée à l'ASX, a annoncé une première découverte de graphite sur son projet Morogoro, en Tanzanie. Estimée à 2,56 millions de tonnes de graphite contenu, cette ressource, entièrement classée dans la catégorie « inférée »,

met en lumière le potentiel de développement de la filière tanzanienne. Troisième producteur africain de graphite en 2025 avec 62 000 tonnes, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Tanzanie pourrait porter sa production annuelle à 283 000 tonnes d'ici 2040. Ce niveau lui permettrait de devenir le deuxième producteur africain, devant Madagascar mais derrière le Mozambique. Cette progression attendue s'inscrit dans un contexte marqué par le développement de plusieurs projets à différents stades de développement, dont Mahenge, porté par Black Rock Mining, Epanko, développé par EcoGraf, et Nachu,

détenu par Ryzon Materials. La nouvelle ressource identifiée à Morogoro met en évidence le potentiel minier encore disponible dans le pays. Selon le ministère des Mines, la Tanzanie disposerait de plus de 18 millions de tonnes de réserves de graphite, principalement réparties entre les régions de Lindi, Morogoro et Tanga.

Un marché porté par la transition énergétique

InVert Graphite entend poursuivre ses travaux sur ce potentiel, avec de nouvelles opérations prévues dès septembre afin

d'accroître le niveau de confiance dans l'estimation des ressources du gisement. Pour la Tanzanie, les avancées observées dans la filière pourraient lui permettre de renforcer sa place dans l'approvisionnement mondial en graphite, un minéral stratégique pour la transition énergétique. Il est notamment utilisé dans la fabrication des batteries de véhicules électriques et des systèmes de stockage d'énergie. Selon l'AIE, ces deux segments devraient contribuer à près de doubler la demande mondiale de graphite entre 2025 et 2035.

Agence

INCLUSION NUMÉRIQUE

Le Mozambique veut connecter 300 localités aux services télécoms

Comme d'autres pays africains, le Mozambique mise sur le numérique pour accélérer son développement socio-économique. La réalisation de cette ambition passe toutefois par une condition essentielle : élargir l'accès aux services de télécommunications à l'ensemble de la population. Les autorités mozambicaines veulent étendre les services de télécommunications à au moins 300 localités au cours des prochaines années. L'objectif a été annoncé par le ministre des Communications et de la Transformation numérique le lundi 17 août, citant une interview du ministre Américo Muchanga. L'initiative s'inscrit dans les efforts engagés pour accélérer l'inclusion numérique dans un pays où près de 80 % de la population n'utilisait pas Internet en 2024, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT). Maputo prévoit de connecter jusqu'à 4 000 écoles et de créer environ 10 000 nouveaux points d'accès aux réseaux 4G et 5G. Le gouvernement indique par ailleurs avoir déjà raccordé 149 localités à Internet et assuré la connexion de 418 écoles. Étendre la couverture pour réduire les zones blanches Cette annonce intervient après le lancement, en avril 2026, de la phase pilote du service d'itinérance nationale, qui permet aux consommateurs d'utiliser le réseau de n'importe quel opérateur pour accéder aux services de télécommunications. Les autorités mozambicaines mettent également en œuvre un projet de connectivité rurale à travers le Fonds de service d'accès universel (FSAU), en partenariat avec les opérateurs télécoms. En octobre 2025, le déploiement de 60 nouvelles stations de téléphonie mobile dans les zones rurales de neuf provinces a d'ailleurs été lancé.

R I.

POINT-MARCHÉS

Prudence générale en Europe, même si le CAC 40 tente un rebond

Les grandes places européennes sont globalement prudentes 1h30 après l'ouverture, à l'exception du CAC 40 qui s'affiche en petite hausse. Les rendements des taux obligataires se détendent très légèrement, sans que ce soit lié à la situation au Moyen-Orient qui n'a pas évolué.

Paris, le CAC 40 s'affiche en légère hausse de 0,26%, à 8 531 points, sous l'effet de quelques achats à bon compte après six replis consécutifs ponctués d'une perte cumulée de 2,48% pour le principal indice français. A Francfort, le DAX 40 s'affiche en légère baisse de 0,11% et à Londres, le FTSE 100 ne perd que 0,07%. Durant la nuit, les Emirats arabes unis ont indiqué que l'Iran avait tiré deux missiles balistiques vers leur territoire, tous deux tombés en mer. De son côté, la République islamique a rejeté ces accusations. Au niveau des Etats-Unis, Donald Trump a déclaré hier en fin d'après-midi, qu'il n'y avait aucune discussion actuellement ni programmée avec l'Iran. La situation est donc toujours dans une impasse, ce qui continue de soutenir les cours de l'or noir. A New York, le WTI avance de 1,29%, à 85,55 dollars, et à Londres le Brent de la mer du Nord progresse de 0,28%, à 91,46 dollars.

MISE SOUS PRESSION PAR LES TAUX D'INTÉRÊT
Wall Street termine en baisse

La Bourse de New York a clôturé en recul mardi, la nouvelle poussée des taux d'intérêt face aux risques inflationnistes pénalisant les actions, en particulier celles des acteurs de l'intelligence artificielle (IA) qui sont très exposés à l'endettement. La Bourse de Toronto a terminé la journée en baisse de près de 300 points. Aux États-Unis, les taux d'emprunt à 30 ans sont montés jusqu'à 5,34%, un record depuis 2007, avant de redescendre autour de 5,29% vers 16 h 25. Pour Jose Torres, de la plateforme Interactive Brokers, cela s'explique par «une longue liste de facteurs défavorables» parmi lesquels les hauts prix de l'énergie, l'important déficit de l'Etat américain et «des besoins de financement importants liés au développement de l'intelligence artificielle». Avec la reprise des tensions au Moyen-Orient — Donald Trump a assuré mardi avoir rompu le dialogue avec Téhéran — les investisseurs craignent une poussée inflationniste durable. Ils demandent donc des rendements plus élevés pour compenser les hausses de prix, qui érodent dans la durée la valeur de leur capital prêté.

Dans l'actualité macro-économique

Les investisseurs prendront connaissance à 11h des chiffres de l'inflation du mois de juillet dans la zone euro. Ils attendent également, après la clôture des bourses européennes, les "minutes" de la Fed, le compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la banque centrale des Etats-Unis. En attendant, sur le marché des devises, l'euro remonte face au billet vert (+0,21%) et se négocie contre 1,16 dollar.

Au niveau des valeurs

A Paris, Veolia se distingue avec un gain de 1,12%, porté par une note RBC Capital qui a maintenu sa recommandation à surperformance, avec un objectif de cours relevé de 40,5 à 41,5 euros. La hausse des cours de l'or noir continue de profiter à TotalEnergies qui grimpe de 1,43%. En revanche, les bancaires sont dans le bas

du palmarès, pénalisées par la récente hausse des taux obligataires et aussi victimes de prises de bénéfices. Société Générale abandonne 1,46%, mais affiche encore un gain de près de 15% depuis le début de l'année. De son côté, Crédit Agricole cède 1,07% et gagne encore près de 11% depuis le 1er janvier. Ailleurs en Europe, Geberit flambe de 7,34% à Zurich. Le spécialiste des équipements sanitaires a dévoilé des résultats se-

mestriels supérieurs aux prévisions. Smith & Nephew abandonne 3,60% après l'annonce de la démission de John Rogers, le directeur financier du spécialiste des équipements médicaux. Carlsberg trébuche de 2,58% à Copenhague. Le brasseur a pourtant affiné son objectif de croissance organique de son résultat opérationnel qui est désormais attendu en hausse de 4 à 6%, contre de 2 à 6% précédemment.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
Cours du : 19 Août 2026 Valeur : 21 Août 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8895	132.9045
1	EUR	EURO	153.8196	153.8502
1	GBP	POUND STERLING	179.8964	179.9898
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2850	83.3100
1	CNY	CHINESE YUAN	19.7084	19.7129
1	CHF	SWISS FRANC	163.6570	163.6957
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.7348	95.7663
1	DKK	DANISH KRONE	20.5842	20.5919
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.9519	13.9556
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.1184	14.1227
1	AED	UAE DIRHAM	36.1791	36.1862
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3938	35.3997
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5830	432.7727
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1406	45.5942
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3299	14.3315
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8431	20.9500
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3173	3.3276
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.7199	181.7199

BOURSE ZURICH

Gains renforcés à l'approche de la mi-journée

Après une entame de séance prudente mercredi, la Bourse suisse prenait un peu de hauteur à l'approche de la mi-journée. Inquiets des niveaux élevés des taux d'emprunt et des prix du pétrole, dans un contexte d'impasse au Moyen-Orient, les investisseurs analyseront ce jour les résultats semestriels de Geberit, Straumann, Emmi, ou encore Implenia, notamment. La correction mondiale des valeurs technologiques et, plus particulièrement, des semi-conducteurs se poursuit, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. Les inquiétudes portent désormais sur le financement des investissements massifs des hyperscalers, alors que les taux longs restent élevés et que le pétrole poursuit sa hausse au-dessus de 91 dollars. Les obligations américaines se stabilisent après leur récente correction, mais le rendement du 10 ans reste proche de

4,7% et celui du 30 ans au-dessus de 5,2%, un niveau qui continue de peser sur les valorisations de croissance. L'absence de progrès entre Washington et Téhéran, après de nouvelles tensions aux Emirats arabes unis, maintient par ailleurs les marchés dans une attitude prudente, ajoute l'expert. A la Bourse suisse, le SMI, après un démarrage hésitant et légèrement dans le rouge, a rapidement retrouvé un peu plus d'allant, l'indice phare étoffant ses gains pour s'afficher vers 10h30 à 14'369,43 points, soit une hausse de 0,34%. Le SLI progressait de manière plus modérée, grappillant 0,17% à 2301,79 points, alors que l'indicateur élargi SPI prenait 0,24% à 20'210,01,21 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, dix gagnaient alors du terrain, les 20 autres en perdant.

Marché élargi très actif

Le spécialiste saint-gallois des techniques sanitaires Geberit poursuivait son échappée solitaire en tête de classement à la faveur d'un bond de 7,5%, après avoir fait part d'un chiffre d'affaires de 1,71 milliard de francs suisses au premier semestre, en hausse de 2,8% sur un an, et d'un résultat opérationnel progressant dans la même proportion que les recettes à 529 millions. Le bénéfice net a de son côté progressé de 7,4% à 364 millions. Derrière Geberit, le groupe de logistique et de transports Kühne + Nagel (+1,1%), l'équipementier de pompes à vide VAT Group (+0,5%), le bon du poids lourd pharma Roche (0,8%), suivi par le cimentier américain Amrize (+0,7%) et le géant de l'électrotechnique ABB (+0,7%), étaient bien placés. Les trois autres plus grosses capitalisations du marché évoluaient

dans le vert, l'autre mastodonte pharma bâlois Novartis prenant 0,2%, tout comme le numéro un bancaire helvétique UBS (+0,2%), alors que le paquebot alimentaire Nestlé (+0,1%) était repassé au-dessus de la ligne de flottaison. En bas de tableau, le fabricant d'implants dentaires Straumann dégringolait de 6,0%, conservant fermement la lanterne rouge, malgré une performance semestrielle supérieure aux attentes. Le spécialiste des soins ophtalmiques Alcon (-1,2%) était aussi à la peine, à l'image du chocolatier Lindt & Sprüngli (-1,2%). Sur le marché élargi, Implenia (+6,3%) était à la fête, le numéro un suisse de la construction a fait progresser sa rentabilité après six mois en 2026, malgré des revenus en repli et réaffirmé ses ambitions annuelles ainsi qu'à moyen terme. Sensirion (+6,3%) était tout autant recherché, le fabricant de capteurs de flux ayant vu

son bénéfice net s'envoler, malgré une rentabilité brute quelque peu secouée. Les ventes ont légèrement reculé, mais le groupe de a tout de même relevé sa fourchette de prévision de chiffre d'affaires. DocMorris chutait en revanche de 3,8%, quand bien même le pharmacien en ligne a relevé ses prévisions pour l'exercice en cours après un premier semestre lui ayant permis notamment de réduire sa perte opérationnelle. Le transformateur de lait Emmi (-2,1%) en faisait de même, alors que l'opérateur téléphonique Sunrise (-0,2%) perdait aussi du terrain. Le fabricant de compresseurs Burckhardt Compression reculait de 1,7%, après l'annonce d'une nouvelle restructuration et la suppression de près de 220 emplois. L'énergéticien bernois BKW (-0,5%) réduisait nettement ses pertes, après un premier semestre difficile.

Agence

ALLEMAGNE

Nouvelle embellie du moral des investisseurs en août

Le moral des investisseurs allemands s'est amélioré en août pour le quatrième mois d'affilée, toujours porté par les investissements publics massifs en dépit de la guerre au Moyen-Orient et les vagues de chaleur, selon le baromètre de l'institut ZEW publié mardi.

L'indicateur, qui mesure les attentes économiques des investisseurs, a augmenté de 7,9 points pour s'établir à 34,2 points, une hausse trois fois plus forte qu'attendue par les analystes de la plateforme Factset. "La tendance positive des attentes se confirme en août. Cela est probablement lié aux bons chiffres trimestriels des entreprises et au récent pic des exportations", note Achim Wambach, président du ZEW, dans un communiqué. En particulier, les perspectives pour l'industrie automobile, en profonde crise, se sont nettement éclaircies, même si l'indicateur reste négatif. L'industrie chimique et pharmaceutique, la construction de machines et la production de métaux enregistrent également de "fortes progressions". L'évaluation de la situation conjoncturelle en Allemagne, autre composante de l'indicateur du ZEW, a aussi gagné 16,5 points pour s'établir à -61,1 points. Malgré un marasme industriel prolongé,



l'économie allemande "continue de profiter" des centaines de milliards d'euros d'investissements publics dans la défense et les infrastructures, explique M. Wambach. Les investisseurs font preuve

d'une "confiance croissante" dans la conjoncture économique "malgré tous les éléments perturbateurs, du conflit non résolu au Proche-Orient à la crise du faible niveau des cours d'eaux", relève de son côté Elmar Völker de la banque LBBW. Néanmoins, le recul du niveau du Rhin provoqué par les vagues de chaleur à répétition "représente à court terme un risque supplémentaire aigu pour la conjoncture", avertit M. Wambach. Cela complique notamment le transport fluvial des marchandises, dont dépendent de nombreux secteurs industriels allemands. Cette situation tendue, couplée à la hausse des prix du gaz et du pétrole, "pourrait à nouveau tempérer l'optimisme à court terme", opine Felicitas Henze, analyste chez Deutsche Bank. Le baromètre se base sur un questionnaire envoyé à 185 investisseurs contactés entre le 10 et 17 août.

R I.

APRÈS 2,8% EN JUIN, ELLE PASSE À 3% EN JUILLET L'inflation poursuit sa hausse au Canada

L'inflation a accéléré à 3% sur un an en juillet au Canada, selon des données officielles publiées lundi 17 août. De nouveaux droits de douane punitifs américains sur plusieurs produits canadiens doivent également entrer en vigueur ce 19 août, ce qui introduit un nouveau degré d'incertitude. L'inflation a accéléré à 3% sur un an en juillet au Canada, sous l'effet de la remontée des prix de l'essence liée au conflit au Moyen-

Orient, selon des données officielles publiées lundi 17 août. En juin, cette dernière s'était établie à 2,8%. L'annonce de cette accélération des prix à la consommation en juillet intervient juste avant l'entrée en vigueur, prévue le 19 août, de nouveaux droits de douane punitifs américains de 50% sur plusieurs produits canadiens - notamment le vin, les crosse de hockey ou encore le ciment, mais aussi les produits entrant aux Etats-Unis dans

le cadre de l'accord nord-américain de libre-échange (ACEUM). Sont en revanche exclus de cette surtaxe les produits énergétiques, issus de la pêche ou les minéraux critiques. Interrogé à ce sujet lundi, le Premier ministre canadien Mark Carney a souligné que les négociations en cours entre les deux pays étaient "intenses et délicates", mais a refusé de donner des détails. Il a assuré que le pays avait des "options" pour se défendre s'ils entraient en vigueur.

En juillet, les prix à la pompe ont augmenté de 25,7% sur un an, du fait de la persistance du conflit au Moyen-Orient et du blocage du détroit d'Ormuz, a détaillé l'agence Statistique Canada. L'augmentation du coût du transport aérien et des hébergements touristiques liée à la Coupe du monde de football, dont le Canada était l'un des pays hôtes, ont aussi concouru à la hausse de l'inflation.

R I.

ROYAUME UNI

Un million de jeunes Britanniques ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation

Le gouvernement britannique a lancé une formation intensive de trois semaines destinée aux jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Au cours de ce programme, ils apprendront à concevoir des outils d'IA tout en développant des compétences professionnelles. Plus d'un million. Tel est le nombre de "NEET" au Royaume-Uni, soit de personnes âgées de 16 à 24 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Et d'après un rapport de l'Office national des statistiques (ONS), ce chiffre pourrait encore bondir d'ici cinq ans pour concerner 1,25 million de jeunes. Face à ce problème, le gouvernement britannique semble avoir trouvé une solution : une formation intensive à l'intelligence artificielle. Cette initiative, qui a été lancée sous forme de test dans le nord-ouest de l'Angleterre, per-

mettra à 70 Britanniques de 16 à 21 ans de suivre un programme portant sur l'IA et des compétences professionnelles pendant trois semaines. "Ils apprendront à concevoir des outils d'IA et à comprendre comment les entreprises l'utilisent, notamment pour générer des ébauches de guides et de documents tout en apprenant à s'en servir de manière responsable, dans un cadre incluant une supervision humaine et un contrôle qualité", a déclaré le gouvernement britannique dans un communiqué.

"Une opportunité majeure" pour les jeunes

Les jeunes suivant cette formation pourront compter sur les outils d'IA de Microsoft, d'OpenAI, d'Anthropic et d'autres entreprises américaines, selon le Guardian. Ils développeront égale-

ment des compétences professionnelles clés comme la maîtrise d'outils et de systèmes de bureautique, le travail d'équipe, l'organisation ou encore la capacité à travailler sous pression. Et au terme de ces trois semaines, ils décrocheront potentiellement un contrat d'apprentissage dans des entreprises ou organismes du secteur public qui se sont engagés à en proposer. Parmi eux figurent JD Sports, Heinz et des PME locales. Le gouvernement se basera sur les résultats de cette première formation intensive pour élaborer un programme consacré aux compétences en IA et aux débuts de carrière à l'échelle de l'Angleterre, qui devrait être déployé l'été prochain. Il mise ainsi sur cette technologie pour faire face à la crise du chômage chez les jeunes, alors que de nombreux employés craignent justement qu'elle les remplace.

Agence

PORTUGAL

Le gouvernement annonce la livraison de 28 000 logements

Le gouvernement portugais a annoncé qu'il aurait achevé, la livraison de plus de 28 000 logements à des familles, dépassant ainsi les objectifs fixés dans le Plan de relance et de résilience. D'ici la fin de l'année, l'objectif est d'avoir construit 40 000 nouveaux logements, financés par un investissement de neuf milliards d'euros dans le logement social d'ici 2030. Selon le cabinet du Premier ministre, cet objectif a été atteint grâce aux mesures définies dans le programme « Building Portugal » visant à rationaliser le processus, ainsi qu'à une collaboration étroite entre le gouvernement, les communes et l'Institut du logement et de la rénovation urbaine. En plus de cet effort, le gouvernement a annoncé la construction de 12 000 logements destinés à la location abordable, ainsi que la mise en œuvre des plans définis dans les stratégies de localisation des logements, dans lesquelles les communes portugaises ont identifié un besoin d'environ 133 000 nouveaux logements.

Modernisation compétitive

Le ministère de l'Économie a annoncé avoir reçu 2,32 milliards d'euros de l'Union européenne dans le cadre du fonds du Plan de relance et de résilience, que le ministère qualifie non seulement d'investissement, mais aussi de confirmation de l'engagement du Portugal vis-à-vis des promesses faites à la Commission européenne concernant l'utilisation des fonds européens. Agence

ÉTATS-UNIS

Les taux à long terme s'envolent et les marchés s'inquiètent

Les taux des obligations souveraines à 30 ans flambent partout dans le monde, sous la pression de l'inflation, des tensions géopolitiques et de déficits publics persistants. Ce retournement de tendance pourrait s'avérer durable. Aux États-Unis, les taux d'emprunt à long terme n'avaient plus été aussi élevés depuis près de deux décennies. Conséquence des tensions grandissantes sur les marchés obligataires, le rendement des obligations américaines à 30 ans a atteint ce mardi son plus haut niveau depuis 2007, autour de 5,3%. Ce n'est pas un mouvement isolé. La plupart des pays sont concernés. Les taux français à 30 ans sont à un niveau inédit depuis 2008 (à 4,9%), tandis que l'Allemagne devrait émettre ce mardi des obligations à long terme à un taux record depuis 2011 (estimé autour de 3,77%). À ce stade, ce n'est pas la panique, mais l'inquiétude grimpe. Les craintes d'une inflation élevée et durable incitent les prêteurs à exiger des rendements plus importants pour prêter de l'argent aux États. L'enlèvement et l'expansion de la guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre l'Iran jouent sur cette tendance. Outre-Atlantique, l'inflation a encore été mesurée à 3,4% en juillet, soit nettement au-dessus de la cible fixée à 2% par la banque centrale américaine. Celle-ci a toutefois maintenu jusqu'ici ses taux directeurs inchangés et son nouveau dirigeant, Kevin Warsh, n'a pas donné d'indications claires quant au verdict de la prochaine réunion prévue mi-septembre. Cette incertitude tend à tirer les taux obligataires vers le haut.

Agence

POUR AMÉLIORER SON IA

Google s'offre la base de données d'une compagnie aérienne en faillite

Spirit Airlines était une compagnie aérienne américaine low-cost qui a fait faillite. Google en profite, et souhaite exploiter la mine d'informations. que l'ancienne compagnie peut offrir, afin d'entraîner ses modèles d'IA.

Google a remporté aux enchères un vaste ensemble de données appartenant à Spirit Airlines, la compagnie aérienne américaine en liquidation depuis mai 2026. L'entreprise californienne a déboursé 10 millions de dollars pour s'offrir un lot comprenant plus de 100 millions de mails, 30 millions d'enregistrements d'appels téléphoniques et des millions de documents internes issus de plateformes comme Microsoft Teams, Oracle ou SAP.

Durement touchée pendant la crise du COVID, la compagnie aérienne n'a jamais redécollé et a cessé ses activités, suite à des dettes insoutenables.

Un trésor de données pour l'intelligence artificielle

Selon un document judiciaire déposé la semaine dernière, le lot acquis par Google inclut :

- 100 millions d'e-mails et 13,7 millions d'adresses e-mail actives (issues du logiciel marketing Oracle Responsys)
- 500 millions d'éléments extraits de Microsoft Teams, 17 millions de fichiers OneDrive et 20,5 millions de documents SharePoint
- Plus de 30 millions d'enregistrements d'appels avec le service client, ainsi que 15 millions de transcripts de chats
- 600 000 tickets de la plateforme ServiceNow
- Des données opérationnelles couvrant 763 000 vols, 5 millions d'affectations d'équipages, 1,2 million de bons de carburant et 787 452 achats de pièces détachées



- 11 millions de transactions liées à la vente de Wi-Fi en vol

Google a indiqué avoir fait cette acquisition pour améliorer ses services d'intelligence artificielle. Le document précise que les données ont été anonymisées avant la vente, et que Google s'est engagé à supprimer toute information personnellement identifiable qui pourrait subsister. Google n'était pas seul sur le coup. Mercur, une entreprise spécialisée dans la fourniture de données pour l'entraînement de modèles d'IA, avait également participé aux enchères.

Vers des modèles d'IA spécialisés ?

Cette acquisition s'inscrit dans un contexte où certains experts en IA esti-

ment que les grands modèles de langage (comme ceux de Google ou d'OpenAI) gagneraient en efficacité s'ils étaient complétés par des modèles plus petits et spécialisés, formés sur des corpus ciblés. Les données de Spirit pourraient ainsi servir à développer un outil dédié aux opérations aériennes, ou plus largement à affiner des algorithmes traitant de gestion financière, logistique ou relation client.

Pour les anciens clients de Spirit inquiets de voir leurs échanges avec la compagnie resurgir dans les résultats de recherche ou les réponses d'une IA, les autorités et Google assurent que les mesures d'anonymisation réduisent ce risque. Par "réduire le risque", il faut comprendre que des erreurs d'anonymisation ou des fuites peuvent ne pas être inexistantes.

Apple TV 4K : une fuite confirme l'arrivée d'une nouvelle Siri Remote

Apple préparerait du neuf pour son prochain boîtier TV. Une fuite dans le code de macOS confirme surtout qu'une nouvelle Siri Remote est en préparation, avec, peut-être, une fonction très attendue pour éviter de la perdre. Apple pourrait profiter de son prochain événement consacré à l'iPhone pour présenter une nouvelle Apple TV 4K. Alors que cette mise à jour matérielle est déjà évoquée depuis plusieurs mois, une découverte dans le code de macOS apporte un nouvel indice : la firme de Cupertino travaillerait également sur une nouvelle version de sa télécommande.

Une nouvelle Siri Remote repérée dans le code de macOS

La piste provient de macOS 26.7 RC, une version récente du système d'exploitation d'Apple. En examinant son code, nos confrères de MacRumors ont repéré plusieurs références à des produits qui n'ont pas encore été officiellement dévoilés. Parmi elles figure la référence « AT-VRremote1,5 », qui correspondrait à une nouvelle télécommande destinée à l'Apple TV. Cette découverte rejoint les informations déjà avancées par Mark Gurman, selon lesquelles le prochain modèle pourrait être accompagné d'une télécommande « légèrement modifiée ». La présence de cette référence dans le code de macOS 26.7 RC vient donc quelque peu renforcer l'idée d'une nouvelle Siri Remote pour accompagner la prochaine Apple TV 4K. Le lancement de cette nouvelle génération serait d'ailleurs attendu à l'automne prochain.

Une Siri Remote qui pourrait enfin être plus facile à retrouver

Pour le moment, aucune fuite ne permet de connaître précisément les modifications qui seront apportées à cette nouvelle Siri Remote. Les informations actuelles se limitent à l'existence de cette nouvelle référence dans le code d'Apple. Une fonction est néanmoins souvent demandée par les utilisateurs : la possibilité de retrouver plus facilement une télécommande perdue. Apple pourrait ainsi intégrer une puce Ultra Wideband à la Siri Remote, à l'image de celle utilisée pour les AirTag.

Quand le marché du GPU évolue à l'envers : les GeForce RTX 3080 20 Go modifiées se répandent en Chine

En Chine, un modèle de carte graphique qui n'a jamais existé officiellement tend à prendre une bonne place auprès des joueurs. Comme un élément de plus d'un marché qui a perdu ses repères. Savoureux ou désespérant, c'est à vous de voir. Une chose est en tout cas certaine, le monde de la carte graphique traverse une crise notable. Alors qu'AMD ou NVIDIA ont gardé un rythme de lancement presque normal, il est de plus en plus difficile pour les joueurs de faire évoluer leur PC. La multiplication de ces GeForce RTX 3080 20 Go n'est qu'un signe de plus.

La RTX 3080 retrouve une seconde jeunesse

Officiellement, NVIDIA n'a jamais distribué de GeForce RTX 3080 qu'en version 10 Go et, même la version « Ti » n'a fait grimper ce total de mémoire vidéo qu'à 12 Go, quelques mois après le lancement original. Pour autant, cela fait déjà plusieurs années que des bidouilleurs passionnés bricolent leur GeForce RTX 3080 afin de remplacer les puces de VRAM et de porter son total de mémoire vidéo de 10 Go à



20 Go afin de répondre aux besoins de l'IA, de la cryptomonnaie ou de certains usages professionnels. Sur le papier, la chose est assez simple : remplacer les puces et mettre à jour le micrologiciel de la carte afin que le GPU exploite la nouvelle supplémentaire. Le contexte que nous connaissons aujourd'hui – et en réalité depuis déjà plusieurs mois – donne toutefois un sens nouveau à ce genre de bidouillage. La quantité de mémoire vidéo est devenue un atout plus important encore que pour le

jeu vidéo, alors que les modèles utilisés par l'intelligence artificielle peuvent être très exigeants. Passer une GeForce RTX 3080 à 20 Go lui permet de booster son potentiel et d'éviter l'achat d'un GPU nouvelle génération. Cela dit, même pour les joueurs, la GeForce RTX 3080 reste un modèle tout à fait capable : le QHD (1 440p) est tout à fait à sa portée, même sur des jeux très modernes et, dans le cas de titres plus anciens, on peut éventuellement pousser en UHD (2 160p) en fai-

sant des concessions. Là encore, les 20 Go peuvent avoir un certain intérêt lorsqu'il s'agit de pousser les réglages graphiques et les textures.

Le bricolage GPU à l'œuvre en Chine

La tendance que l'on observe en Chine est donc tout à fait compréhensible. Alors que la modification de cartes graphiques y est beaucoup plus populaire qu'en France ou en Europe, la Chine voit effectivement le nombre de GeForce

RTX 3080 20 Go exploser sur les sites de vente. Il s'agit évidemment de cartes de seconde main qui ont été vendues à 10 Go de VRAM puis récupérées et modifiées pour être ensuite revendues. Notre confrère VideoCardz explique que le marché de l'occasion voit se multiplier ces « bonnes affaires » avec des tarifs qui tournent autour des 3000 yuans, soit plus ou moins 445 dollars ou encore 383 euros. Un prix certes élevé pour une carte graphique qui se rapproche doucement de ses cinq ans – elle a été lancée en janvier 2022 –, mais qui n'a rien d'indécemment quand on voit les tarifs actuels des GPU les plus modernes. Pensez qu'en France, les GeForce RTX 5060 équipées de 8 Go de mémoire se négocient actuellement plus de 400 euros, voire plus de 450 euros. Alors, c'est vrai, la GeForce RTX 3080, même avec 20 Go de mémoire vidéo, ne sera pas en mesure de profiter des derniers raffinements de DLSS, mais en fonction des mesures, elle assure des performances nettement supérieures à cette GeForce RTX 5060 8 Go et déborde même le modèle Ti avec 16 Go.

EN PLUS DE L'ÉLECTRIQUE

Mercedes lance une nouvelle Mercedes Classe C, mais thermique cette fois-ci

Non, il n'y a pas d'erreur ! Alors que la nouvelle Classe C, uniquement disponible en électrique, prend actuellement place dans le réseau Mercedes, la marque à l'étoile dévoile une... nouvelle Classe C qui arrivera en concession au début de l'automne.

Comme beaucoup de ses rivaux, Mercedes a lancé son offensive 100 % électrique au travers de modèles spécifiques, commercialisés par une sorte de sous-marque, baptisée EQ. Mais, depuis quelques mois, le retour à la « normalité » est de rigueur du côté de chez Stuttgart. Ainsi, le remplaçant du Mercedes EQB, variante électrique de la 1re génération du GLB, se nomme tout simplement GLB électrique.

Suivant cette logique, qui sera progressivement étendue à l'ensemble de la gamme, la première berline familiale zéro émission du constructeur a été baptisée Classe C électrique. Mais une Classe C, le catalogue Mercedes en intègre déjà une depuis 1993. Cette saga en est ainsi à sa 5ème génération, apparue en 2021.

La Classe C « normale », c'est l'un des best-sellers de la marque. Pas question, donc, de mettre un terme à sa carrière. Au contraire, désormais âgée d'un peu plus de 5 ans, elle a droit à un restylage suffisamment profond pour que l'on comprenne que Mercedes n'a pas hésité à investir généreusement pour assurer une seconde partie de carrière aussi florissante que la première.

Montée en gamme

Comme souvent, Mercedes joue la carte du « ruissellement vers le bas ». Comprenez par là que la nouvelle Classe C profite des évolutions esthétiques des plus récentes Classe E et Classe S restylée. Vue de l'avant, la familiale ressemble d'ailleurs, à s'y méprendre, à la E. Pour cela, il a fallu redessiner la calandre, le boudier et les projecteurs. Les dépenses ont été beaucoup plus limitées en ce qui concerne la poupe avec simplement de nouveaux feux intégrant les étoiles à 3 branches vues sur les créations les plus récentes de la firme. De nouveaux éléments lumineux réservés à la berline, le break conservant ceux de la phase 1. Quant au profil, il ne change naturellement pas.

À bord, pas de modifications visibles non plus. Dommage, on aurait apprécié que la



Classe C reprenne une tablette disposée horizontalement et davantage dans le champ de vision du conducteur, comme sur la récente CLA. Pas de changement donc, en ce qui concerne l'habitabilité, toujours limitée, et les volumes de chargement, eux aussi dans la moyenne basse du segment.

Comptez ainsi 455 l sur la berline et 490 sur le break. Des valeurs qui tombent, respectivement, à 315 et 360 sur les versions hybrides rechargeables.

Marché aux puces

Ce qui ne saute pas aux yeux, dans cet habitacle, devrait toutefois s'imposer comme l'un des compagnons de route les plus utiles au quotidien. Basé sur la nouvelle génération du système d'exploitation MB.OS, le MB.UX, nom donné au dispositif multimédia à écran tactile, est totalement nouveau.

Faisant désormais appel à l'intelligence artificielle et à une batterie de capteurs et ca-

méras toujours plus complète, il est capable d'une analyse plus fine de l'environnement de l'auto et quasiment de tenir une conversation avec les occupants de la voiture. Des capacités qu'il ne nous a pas été possible de vérifier lors de ce premier contact statique avec la voiture.

En abondance, mais pas pour nous

La Classe C remise au goût annonce, dès aujourd'hui, une gamme de motorisations extrêmement complètes... mais qui ne sera sans doute que partiellement distribuée en France. En ce qui concerne la gamme thermique essence, il y a fort à parier que Mercedes France ne proposera, comme aujourd'hui, que la variante 200, forte de 194 ch. Le catalogue propose, toutefois, une 250 de 235 ch et une 300 de 275 ch, deux déclinaisons basées sur le même 2.0 turbo que « notre » C 200.

En diesel, on retrouve la 200 d (180 ch) et la 250 d (217 ch), cette dernière étant compatible avec la transmission intégrale 4Matic. Le gros des ventes sera toutefois, probablement, assuré par les hybrides rechargeables. Si la Classe C tire désormais un trait sur les versions de ce type sur base de moteur diesel, les PHEV essence 300 (318 ch) et 400 (358 ch) sont toujours de la partie.

Sans surprise, outre des puissances le plus souvent en hausse, Mercedes annonce également, pour l'ensemble de cette offre, des consommations améliorées.

Politique de la sagesse

Mercedes fait partie des (rares) constructeurs européens qui n'ont pas tout misé, ces dernières années, sur le 100 % électrique. Ainsi, les amateurs de berline familiale ont toujours le choix ici entre essence, diesel, hybride rechargeable et électrique. Bien sûr, la Classe C « pétrole » n'est pas tout à fait aussi moderne que sa nouvelle cousine électrique. Mais, avec une montée en gamme symbolisée par des effets de style et des technologies reprises de la Classe E, elle devrait poursuivre sa brillante carrière.

Un covering spécial aux Etats-Unis pour que votre voiture devienne indétectable par les caméras ?

C'est une expérimentation qui pourrait donner de mauvaises idées à certains automobilistes même s'ils se feront rapidement repérer par les forces de l'ordre. Des chercheurs ont imaginé un covering "camouflage" spécial dont les motifs permettent d'éviter que les caméras de surveillance de la route puissent détecter le véhicule. Un trompe l'oeil pour les outils numérique qui avait surtout pour but de montrer les failles de certaines caméras destinées à scruter la route. Au delà de l'aspect moral, on peut également s'interroger sur la légalité d'un tel dispositif. Vous êtes du genre à vouloir passer inaperçu partout, à craindre pour votre vie ou vos trajets ? Un chercheur américain a peut-être trouvé la parade idéale. Et elle s'appliquerait à tous les types de support : à vous-même, en portant des vêtements

spéciaux, mais aussi à des objets ou encore à votre véhicule. Vous aurez probablement l'air un peu « original » dans la rue pour ne pas dire autre chose, mais à en croire Bill Swearingen, l'homme derrière ces projets de longue date, les caméras publiques dans la rue ne pourront pas vous détecter. Une photo d'un véhicule doté d'un covering de ce type est visible chez nos confrères de Tech Crunch.

Le camouflage qui rend invisible

Ce n'est pas vraiment la première fois que l'on entend parler de motifs géométriques et de couleurs permettant de tromper la vigilance des caméras de surveillance. Ou plutôt, des caméras qui fonctionnent en autonomie avec un algorithme de détection. Car les caméras opérées par des êtres humains ne seront évidemment

pas bernées. Peut-être un brin complotiste ou simplement craintif par déformation professionnelle, l'ancien responsable de cybersécurité dans une société de telecom aux Etats-Unis a donc développé des motifs très particuliers qui permettent d'éviter que l'algorithme pilotant une caméra ne vous repère. Et comme tout est une affaire de business au pays de l'Oncle Sam, l'expert en cybersécurité a lancé en parallèle une campagne Kickstarter pour financer ses vêtements qui permettent de devenir l'homme invisible. Il prévoyait de récolter un peu plus de 4000 €, la cagnotte s'élève actuellement à... 90 000 €.

Une voiture indétectable aux caméras ?

L'homme avoue qu'il a été un hacker toute sa vie, travaillant pour de

grandes entreprises. Et il voit d'un mauvais œil le « flicage » permanent que l'on peut observer dans certains Etats américains. « La plupart de ces caméras appartiennent à des entreprises privées. Les réseaux de lecture automatique de plaques d'immatriculation sont opérationnels dans des milliers de villes américaines et donnent accès à ces informations à la police, souvent sans mandat ni consultation publique », affirme Swearingen. Pour éviter d'être capté par toutes les caméras, le développeur et analyste a donc travaillé sur un « pattern » très spécial applicable à la carrosserie d'un véhicule. Ou plutôt d'un ensemble de motifs car plusieurs sont proposés selon les configurations. Les meilleurs d'entre eux permettraient d'échapper à près de 97 %

des contrôles algorithmiques par caméra. Swearingen est prudent : il ne stocke pas les motifs réels sur Internet. Il affirme sélectionner avec prudence les revendeurs spécialisés qui pourront les imprimer pour éviter des copies malencontreuses. Il précise que l'agencement et le dimensionnement de chaque élément sur les covering est primordial pour berner les algorithmes de caméra.

Est-ce légal ?

Probablement, car rien n'interdit d'avoir un covering sur son véhicule, quel qu'il soit. Mais avec une telle carrosserie, si les caméras ne vous détectent pas, ce sont les forces de l'ordre sur le bord des routes qui vous repèreront immédiatement et vérifieront si vous n'avez rien à cacher...

PÉTROLE Le Brent frôle les 92 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse mercredi, le marché suivant de près l'évolution des tensions dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 1,01% à 91,94 dollars en début d'échanges matinales. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 1% à 85,79 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 20 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

32 décès et 2100 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes sont décédées et 2100 autres ont été blessées dans 1651 accidents de la route survenus du 9 au 15 août en cours à travers le territoire national, indique, mercredi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ain Témouchent avec 3 morts et 37 blessés dans 29 accidents, précise la même source.

Par ailleurs et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 8014 interventions ayant permis de sauver 5605 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1982 autres et d'évacuer 414 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès par noyade en mer de 11 personnes. Le bilan de la Protection civile fait également état de la mort par noyade de 3 personnes dans des réserves d'eau à travers plusieurs wilayas.

JOURNÉE DU MOUDJAHID

Le message du Président Tebboune à la nation

À l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, qui commémore le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois du 20 août 1955 et du Congrès de la Soummam du 20 août 1956, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rendu hommage aux martyrs et aux moudjahidine de la Révolution de libération nationale, tout en appelant les générations actuelles à s'inspirer de leur engagement pour poursuivre l'édification de l'Algérie.

Dans son message, le chef de l'État a souligné la portée historique de ces deux événements, qu'il présente comme des étapes majeures dans le développement et la structuration de la lutte de libération. L'Offensive du Nord-Constantinois, menée sous le commandement du chahid Zighoud Youcef, demeure, selon lui, une illustration de la puissance de l'engagement révolutionnaire et de l'attachement du peuple algérien à la cohésion et à l'unité nationales. Le président Tebboune a également mis en avant la portée du Congrès de la Soummam, tenu en 1956, qui a permis de structurer la Révolution sur les plans militaire, politique, organisationnel, logistique et médiatique. Il a considéré ce congrès comme une étape décisive ayant donné à la lutte de libération une dimension globale et renforcé sa capa-



cité à faire face à la puissance coloniale. Pour le président de la République, la commémoration du 20 Août ne relève pas uniquement de la mémoire historique. Elle constitue également une occasion de tirer des enseignements pour le présent et l'avenir. Les acquis de la génération de Novembre doivent ainsi continuer à inspirer l'action nationale et les efforts visant à renfor-

cer l'État et à préserver la souveraineté du pays.

Abdelmadjid Tebboune a notamment insisté sur la nécessité de préserver la souveraineté nationale et de consolider l'édification d'un État fort, doté d'institutions solides, en s'appuyant sur la conscience de la jeunesse et la cohésion du peuple. Cette approche s'inscrit dans une dynamique plus large de valorisation de la mémoire nationale. À l'occasion du 70e anniversaire du Congrès de la Soummam, plusieurs initiatives sont organisées, notamment un colloque international à Béjaïa consacré à la mémoire, à l'histoire et à la résistance. Dans son message, le chef de l'État a particulièrement insisté sur le rôle de la génération actuelle, en l'appelant à rester fidèle au message des martyrs et des moudjahidine et à s'inspirer de leurs sacrifices pour contribuer au rayonnement et au développement du pays. Cette transmission de la mémoire aux jeunes constitue ainsi l'un des principaux axes du message présidentiel. Le chef de l'État établit un lien direct entre l'héritage de la Révolution et les défis de l'Algérie contemporaine, appelant à transformer les valeurs de sacrifice, d'unité et d'engagement qui ont marqué la lutte de libération en une force pour construire l'avenir.

Synthèse Z.R.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'eau, l'enjeu de toute l'humanité, le défi de tous les Etats

Depuis toujours, l'eau, comme l'air d'ailleurs, a été l'un des premiers biens communs (selon les définitions modernes), consommé selon les besoins et gratuitement. Mais depuis le siècle dernier, l'eau est devenue une ressource de plus en plus rare et a pris le statut de bien économique. Sa production (au moins son transport et son traitement) est devenue coûteuse et par conséquent soumise à la loi du marché, même si les États interviennent pour fixer des tarifs publics et rémunérer, au moins partiellement, les exploitants sur les budgets publics, comme on le fait pour d'autres biens et services publics (énergie, transports, éducation, santé). Plus que tous les autres services publics, l'eau est Vitale pour la vie sur terre. « L'eau est le sang qui fait vivre notre planète. C'est un élément vital pour tous les animaux et les végétaux. Elle contribue à la circulation du carbone et des nutriments dans l'air et les sols. Elle régule le climat. Depuis des millénaires, le cycle de l'eau, avec les réserves de ce précieux liquide qu'il nous apporte, assure des conditions propices au développement de l'humanité sur Terre... »

Il n'y a aucun substitut à l'eau soit pour la consommation directe, soit pour l'agriculture. Alors, le problème est donc de trouver non des substituts, mais de nouvelles sources (ressources) d'eau. On commence déjà à distinguer l'eau bleue et l'eau verte. Comment augmenter les ressources dans ces deux composantes ? On est passé de l'eau de sources à l'eau de surface (capta-

tion de toutes les sources : forage, barrages, rivières, ...) et maintenant l'eau de mer (dessalement). On commence déjà à explorer (même à exploiter) les ressources d'eau verte, présente dans l'air, la biomasse et les sols. Selon des estimations, l'eau Bleue représente 35% de toute l'eau douce, alors que l'eau Verte en représente les 65%. Cette question a fait l'objet d'un plaidoyer publié par le magazine britannique Nature et signé par plusieurs économistes et scientifiques (voir traduction publiée par l'hebdomadaire français « Le Courrier International » No 1710 du 10 au 16 août 2023). Les auteurs plaident que « parce qu'elle est vitale aux écosystèmes et aux êtres humains, l'eau douce doit être considérée comme un bien commun universel et échapper à la loi du marché ». Déjà que de nombreux conflits (des guerres en préparation) sont déclarés entre des pays sur le partage des eaux fluviales (Ethiopie-Egypte (le Nil), Turquie-Syrie-Irak (l'Euphrate et le Tigre), Israël-Jordanie-Palestine (le Jourdan) pour ne citer que les cas proches. Alors qu'est-ce que ça va être lorsqu'on touche à la capture ou la captation ou la collecte de l'eau Verte ? Les frontières dans les airs ne sont pas définies. Des guerres à cause des prédatons par les plus forts de cette nouvelle ressource sont en perspective. Les rédacteurs du Plaidoyer notent : « Pendant ce temps, plus de 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable, un enfant meurt toutes les 17 secondes d'une maladie d'origine hydrique,

et 3 milliards d'individus se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire liée au manque d'eau. Autant Il faut que les États réévaluent le rôle et la valeur économique de l'eau verte. » Ils suggèrent en substance que la solution est dans l'eau verte, présente dans l'air, la biomasse et les sols. Cette eau n'appartient à personne, ni à un pays, ni à une entreprise ni à un individu. « Il n'existe pas un seul pays sur Terre dont plus de la moitié de l'humidité vient de l'intérieur de ses frontières. Même dans les plus grands pays, les précipitations dépendent de l'eau qui s'évapore ailleurs. »

L'Eau, un besoin local et souvent individuel, mais un problème régional, national et même mondial. Au niveau national, l'Algérie fait partie des régions à fort stress hydrique. De plus l'Algérie n'a aucun fleuve ou lac qui viendraient comme ressources additionnelles pour satisfaire une demande de plus en plus grande. L'Algérie dispose d'un grand réservoir, les immenses réserves de l'Albien, mais qui peuvent poser des problèmes d'exploitation, soit en terme hydrogéologique, problème de renouvellement ou non, en termes de coût économique et enfin en termes de relations avec les pays partageant ce réservoir (Tunisie, Libye). De surface ou souterraine, nous devons entièrement revoir la valeur que nous accordons à l'eau, mais aussi repenser la gouvernance et la gestion de cette ressource vitale, depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle mondiale.

Le dessalement de l'eau de mer et l'éventualité de l'exploitation de nappes souterraines (albien) sont pour le moment des solutions acceptables et nécessaires. Ce sont, comme toujours, des solutions du côté de l'offre ; ne faut-il pas agir aussi du côté de la demande. Le coût économique et financier de ces solutions est extrêmement élevé. Oui pour le soutien du prix de l'eau destinée à l'usage humain ou agricole, mais non pour financer des usages profitables ou des gaspillages. Il y a des systèmes de gouvernance pour faire la part des choses. Pour commencer, et c'est le propre de la gouvernance, peut-on calculer aujourd'hui le coût financier, le coût économique et même le coût social de l'eau, selon les différentes sources de production (barrage, forage, dessalement, al-bien...) ? Il est légitime et juste de subventionner fortement le prix de l'eau destinée à la consommation humaine et animale et même pour l'agriculture, mais au-delà de ces besoins, dont il faut en évaluer le niveau, l'usager de l'eau doit payer le prix coûtant. Revoir les tranches de facturation et appliquer des tarifs très différenciés pour chaque tranche. Sans ce calcul économique à ce niveau et une tarification économique, aucun progrès dans la résolution du problème de l'eau n'est possible. La mesure est la pierre angulaire de toute politique publique et de la concrétisation de la justice sociale et de la solidarité nationale. Sans mesure, pas de progrès.